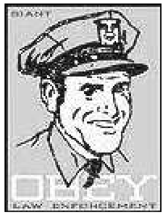


Un rapport secret des RG sur l'extrême-gauche

<u>2000</u>

Nous vous invitons à utiliser le modèle de courrier ci-dessous -que nous vous recommandons d'adresser sous pli recommandé avec accusé de réception à la CNIL (voir aussi la page concernant l'"Accès aux fichiers des renseignements généraux" sur le site *service-public.fr*, ainsi que le modèle utilisé par le parquet).

Afin de pouvoir surveiller ceux qui nous surveillent, et de vérifier si nos droits sont bel et bien respectés, nous vous proposons de nous indiquer votre adresse mail et la date de l'envoi de votre demande.

Ces infos resteront strictement confidentielles, mais nous nous permettrons de vous faire part des résultats obtenus ou non obtenus, et de nous organiser en cas de non réponse.

Si, suite à cette démarche, vous avez obtenu une réponse de la CNIL, cliquez ici pour nous en faire part -et ce, d'autant plus si vous n'avez point eu accès à vos fichiers.

Modèle de courrier à adresser par vous-même à la CNIL

Nom Prénom
Adresse
Date et lieu de naissance *

à
Monsieur le Président
Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés
21, rue Saint Guillaume 75007 Paris

Objet : Demande de consultation des fichiers RG, STIC & SIS

Monsieur le Président,

Conformément à la loi du 6 janvier 1978, je souhaiterais avoir accès aux informations me concernant inscrites dans les fichiers :
des Renseignements Généraux de [département(s) **]
du Système de Traitement des Infractions Constatées
du Système d'Information Schengen
[Formule de politesse au choix]

* il n'est pas nécessaire de joindre une photocopie de votre carte d'identité.
** nom du ou des départements où vous pourriez avoir été fiché par les RG

La Direction Centrale des Renseignements Généraux

La DCRG emploie 3 850 fonctionnaires de tous grades, actifs et administratifs, dont 700 à la préfecture de police de Paris. La sous-direction de la recherche centralise les renseignements en matière de prévention et de lutte contre le terrorisme et surveille les groupes à risques agissant sur le territoire national. La sous-direction de l'analyse, de la prospective et des faits de société opère la synthèse des informations recueillies dans le domaine social, financier ou des faits de société. Elle consacre également une grande part de son activité à la vie de la cité et à ses déviances, comme les violences urbaines. La DCRG comprend également une inspection technique opérationnelle plus particulièrement chargée de veiller au respect des règles de déontologie et de favoriser la communication ; elle participe également à la réalisation d'études.

Règlement d'emploi particulier de la Direction Centrale des Renseignements Généraux

- **Art. 271-1.** - La D.C.R.G. est chargée de la recherche et de la centralisation des renseignements destinés, à informer le Gouvernement. Elle participe à la défense des intérêts fondamentaux de l'Etat. Elle concourt à la mission générale de sécurité intérieure. Elle est chargée de la surveillance des établissements de jeux et des champs de courses.
- **Art. 272-1** : Les personnels, quel que soit leur grade, exercent leurs fonctions en tenue civile. Ils peuvent, à titre exceptionnel, revêtir leur tenue d'uniforme, notamment lors de cérémonies civiles ou militaires.
- **Art. 272-5** : Les fonctionnaires du corps de maîtrise et d'application exercent principalement des missions d'investigation, de recherche, d'exploitation et de mise en forme de l'information opérationnelle, de voie publique, d'enquête et de surveillance. Ils participent à l'exécution des missions de protection de personnalités. Ils peuvent se voir confier des travaux d'analyse et de synthèse.

(Sources : ***Ministère de l'Intérieur***)

Le recrutement

Après s'être, sommairement, assuré du degré de civisme d'un individu le fonctionnaire de police des RG laisse sa carte de visite en espérant en retour une initiative spontanée. Contrairement à ce qui se produit dans le monde de l'espionnage, l'honorable correspondant des RG agit sans obligation et sans aucune rétribution. Il peut cesser sa collaboration quand il les souhaite et sans se mettre à la merci de quelque chantage, car les fonctionnaires des RG ne disposent d'aucun moyen de pression sur le correspondant. Le recrutement des correspondants des RG est donc fort sommaire parce qu'il est relatif à des missions dont le caractère ne revêt pas le niveau de discrétion d'un véritable service de renseignement. A titre d'exemple, le rôle d'un correspondant des RG peut se résumer à la surveillance d'un élevage clandestin de chiens de race Pitbull.

(sources : *confidentiel-defense.com*)

Les informateurs

Les quelques 2700 agents "actifs" répartis sur tout le territoire, avec un minimum de sept ou huit hommes dans les plus petits départements, effectuent pour 80% d'entre eux un travail "en milieu ouvert" et donc légal "stricto sensu" au profit du Ministère de l'Intérieur. Pour ce faire, ils se créent un réseau personnel d'informateurs plus ou moins bénévoles, assistent aux réunions syndicales, politiques, religieuses, collectionnent les tracts et les publications, analysent la presse. Dans le travail "en milieu fermé", les actifs des R.G. sont priés de se "débrouiller", si possible en évitant de fournir aux Autorités une information précise sur leurs méthodes de pénétration et les noms de leurs indicateurs pour n'impliquer personne de la hiérarchie supérieure. La section "Traitement du Renseignement" s'occupe uniquement de la gestion administrative des informateurs, c'est-à-dire de leurs dossier ouverts après "mise à l'essai" pour une période de trois mois. S'il a donné satisfaction, l'informateur sera immatriculé. La note d'immatriculation mentionnera l'état civil complet de l'intéressé, son adresse, éventuellement sa profession, le pseudonyme qui lui a été donné, et son numéro de code d'enregistrement. Le pseudonyme est laissé à l'initiative totale du service manipulateur. Le numéro de code comporte quatre chiffres : les deux premiers sont le numéro du département concerné, suivi d'un numéro croissant au fut et à mesure des enregistrements. Lorsqu'un informateur cesse son activité, le service concerné établi une note de radiation.

(sources : *FranceOVNI*)

CONCLUSION

A une désaffection certaine envers les organisations traditionnelles, ont fait pièce des formes d'engagements plus portés à l'action concrète. D'où l'affirmation de nouveaux mouvements sociaux, de certaines orientations syndicales et une toute relative réémergence de groupuscules violents.

Encore convient-il de s'interroger sur l'avenir du phénomène. Réalisé pour l'essentiel durant la période 1993/1997, le dévolu jeté sur le "Mouvement social" tend, au plan hexagonal à montrer ses limites. Reste, au travers la tendance à la planétarisation des réseaux, la perspective d'une internationale antilibérale qui constituerait un nouvel espace d'expression. Solution d'avenir ou fuite en avant , telle est la question à laquelle il serait prématuré de répondre.

Pour l'heure, ce qu'elle a perdu en virulence idéologique et en potentiel militant, l'extrême gauche pourrait bien l'avoir compensé par l'influence. "Effet LAGUILLER" au plan électoral d'une part, et, implications aux côtés d'autres forces dans les mobilisations du "Mouvement Social" d'autre part, constituent deux indicateurs montrant, qu'à son égard, l'ostracisme dont elle était naguère frappée, est en grande partie levé.

Beaucoup plus diverse et divisée qu'il y parait, s'exprimant de manière discordante jusque dans ses refus, c'est donc une extrême gauche aux contours plus imprécis qui se dessine. Si elle ne semble plus devoir constituer à elle seule une menace, force est de constater que sa recherche effrénée du point de rupture et sa propension au théâtralisme n'ont pas fini, la bienveillance des médias aidant, de lui valoir des sympathies.

Qu'elle se cramponne aux vieux repères idéologiques ou qu'elle s'adapte à l'évolution de la société, l'extrême gauche a, en termes d'activisme, conservé l'essentiel de ses méthodes. Entre mutation et tradition, à l'affût de la moindre opportunité pour rebondir, elle reste, ce faisant, une réalité.

Global Trade Watch à WASHINGTON, International South Group Network ayant son siège au Zimbabwe, Third World Networtk installé à PENANG (Malaisie), Jubilee 2000 (Militant, depuis la Grande-Bretagne, pour la suppression de la dette des pays en voie de développement, Jubilé 2000 est une organisation d'inspiration chrétienne. Parmi ses divers correspondants en métropole figure le "Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement" (C.C.F.D.). Branche radicale de jubilee 2000, jubilé-sud cible la France au motif qu'elle héberge le "club de PARIS" réunissant les représentants des Etats créditeurs des pays émergents.)...

Le texte qui suit provient du site internet de VAP
(Vivre Au Présent),
http://www.chez.com/vap.

Avertissement de Vivre Au Présent :

Ce texte issu des RG et à destination du gouvernement a soulevé pas mal de remous, les RG n'ayant normalement plus le droit d'espionner les organisations politiques légalement déclarées.

D'autre part la version ici présentée est une remise en forme d'un texte publié par "L'investigateur-hebdo".

Ce texte ayant visiblement été passé rapidement par un logiciel d'OCR, il nous est arrivé dans une très mauvaise mise en page et il nous a fallut le remettre en forme et supprimer certaines notes qui se trouvaient mélangées au texte.

Par ailleurs les noms cités, les moins connus ont été "caviardés" par nos soins, et la liste des 150 responsables politiques avec leur adresse n'est pas publiée.

"GAUCHE 2000"

Un rapport secret des RG sur l'extrême-gauche

INTRODUCTION

Regroupant de nombreuses composantes, se haïssant parfois d'autant plus qu'elles sont idéologiquement proches, l'extrême gauche constitue une force d'autant moins caractérisée qu'un relatif estompement des doctrines favorise ceux qui, entendant prendre quelque distance avec le dogme, sacrifient au pragmatisme. Dans un tel contexte, la mouvance s'appréhende, non seulement dans ses structures propres, mais également au travers de mobilisations et mouvements à large spectre.

Ainsi éclatée entre ceux qui s'affichent en aiguillon de la gauche traditionnelle, les gardiens -divisés- d'une certaine pureté idéologique, et les tenants de la violence ouverte, l'extrême gauche, dans sa diversité, se réunit cependant sur la caractéristique de chercher, pour l'essentiel, à faire bouger la société par les marges. D'une influence réelle bien supérieure au poids de son potentiel militant, elle dispose d'une capacité d'intervention, ponctuelle certes, mais non négligeable car c'est à la faveur des crises qu'elle se manifeste avec le plus d'acuité.

- Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde

Basé à BRUXELLES (Belgique), le Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde (C.A.D.T.M.) est un réseau international créé en 1990. Se proposant d'agir " en faveur d'alternatives radicales aux différentes formes d'oppression quel que soit l'endroit où elle s'exerce dans le monde", la structure développe des synergies avec A.T.T.A.C..

- Tribunal Permanent des Peuples

Se présentant comme le prolongement du Tribunal Russell I sur le Vietnam et Russell II sur l'Amérique latine, le Tribunal Permanent des Peuples a été constitué en juin 1979, à la faveur d'un séminaire organisé par l'université de BOLOGNE sur les Droits de l'Homme et les Droits des Peuples.

Siégeant à ROME où se trouve son secrétariat général, mais susceptible "d'exercer ses fonctions en tout autre lieu", le Tribunal Permanent des Peuples se donne pour but "d'offrir à l'opinion publique la possibilité de prononcer un jugement moral (tribunal des consciences) dans les cas où les lois en vigueur ne consentent pas de procès et de jugements normatifs"(Ce sont là ses similitudes avec le tribunal Russel I et II dont il dit par ailleurs différer sur quelques points : d'abord par son caractère permanent et, en second lieu, par "le pluralisme idéologique des membres du jury, choisis uniquement en fonction de leurs hautes qualités morales, scientifiques, littéraires...". Depuis sa création, le Tribunal Permanent des Peuples a tenu, le plus souvent dans diverses capitales européennes, 25 sessions sur des thèmes tels : le Sahara Occidental (BRUXELLES 1979) ; Afghanistan (STOCKHOLM 1981) ; Amazonie Brésilienne (PARIS 1990) ; les politiques du F.M.I. et de la B.M. (MADRID 1994) ; le droit d'asile en Europe (BERLIN 1994) ; les droits des travailleurs et des consommateurs dans l'industrie de l'habillement (BRUXELLES 1998). A l'initiative du collectif "Elf ne doit pas faire la loi en Afrique", le Tribunal Permanent des Peuples a été saisi des activités du groupe pétrolier Elf en début d'année 1999.)

- Global Citizen Initiative

Telle est la dénomination de l'observatoire permanent de l'O.M.C. que la contestation antimondialiste s'employait, au premier semestre de l'an 2000, à mettre en place à GENEVE. Chargé des dossiers internationaux au sein de la Confédération Paysanne, José BOVE y voit une structure "qui aura pour objectif de mettre l'O.M.C. sous microscope pour pouvoir analyser, décortiquer, renvoyer l'information partout". Doté d'un budget de 3 millions de francs par an, de quoi financer le siège genevois et la création d'un réseau d'experts postés à travers le monde, cet organisme -qui assure ses informateurs d'une "totale confidentialité"- paraît matériellement porté à bout de bras par les relais américains et helvétiques de la contestation.

- D'autres structures

Basés à l'étranger, d'autres groupes de réflexion pourraient retenir l'attention. Ce sont

anarcho-autonome, les contre-manifestations conduites dans ce cadre, sur le dénominateur commun d'un antilibéralisme exacerbé, ne devraient en fait présenter qu'une unité de façade.)

- Coordination pour le Contrôle Citoyen de l 'O. M. C

Héritière de la Coordination Contre les Clones de l'A.M.I. (C.C.C.-A.M.I.), la Coordination pour le Contrôle Citoyen de l'O.M.C. (C.C.C.-O.M.C.) est présentée comme une structure plus radicale et plus militante qu'A.T.T.A.C., dans la mesure où ses moteurs sont l'association Droits Devant et l'Observatoire de la Mondialisation.

Force est de constater qu'ayant pour principale animatrice Susan GEORGE, par ailleurs vice-présidente d'A.T.T.A.C., la C.C.C.-O.M.C. permet, entre autres, à des militants d'A.T.T.A.C., d'exprimer une radicalité que n'autorise pas cette formation d'appartenance.

- Observatoire de la Mondialisation

Créé en 1996 suite à l'entrée en vigueur de l'Organisation Mondiale du Commerce et regroupant quelques dizaines de chercheurs, journalistes, responsables syndicaux et associatifs engagés dans le suivi critique de la "mondialisation de l'économie", l'Observatoire de la Mondialisation se propose d'en analyser "les périls politiques croissants" et de fournir "des éléments critiques d'information permettant d'en appréhender les mécanismes, et d'en décrypter des institutions dont l'opacité même constitue un obstacle à la démocratie".

Présidée par Susan GEORGE par ailleurs vice-présidente d'A.T.T.A.C., la structure a pour déléguée générale Agnès BERTRAND, qui, présente à la manifestation ciblant le World Economic Forum de DAVOS, le 30 janvier 2000, déclarait : " II faut donc y être, c'est là que sont les donneurs d'ordre de l'O.M.C..

- Via Campesina

Fondée en 1993, dans le sillage du mouvement des "paysans sans terre" du Brésil, cette structure d'inspiration tiers-mondiste revendique 250.000 membres dans plus de soixante pays. Son siège tournant est, cette année, installé au Honduras. Voyant dans le système économique "néo-libéral", la cause principale de "l'appauvrissement croissant des agriculteurs et des ruraux en règle générale", elle milite pour "une économie rurale basée sur le respect de la terre entière, sur la souveraineté alimentaire et sur un commerce plus juste". Elle est pour l'essentiel implantée dans les pays émergents.

C'est par le truchement de Via Campesina, dont la Confédération Paysanne est membre, que les proches de José BOVE ont pu, en juin 1999, faire venir en France 400 représentants du K.R.R.S. -association de paysans de l'état indien de Karnataka- qui ont assuré, en divers points de l'hexagone, la publicité de la destrution de champs ensemencés en Organismes Génétiquement Modifiés (O.G.M.).

LES FORMATIONS TRADITIONNELLES

o TROTSKISME

- *Le Parti des Travailleurs*

Issu du Mouvement Pour un Parti des Travailleurs (M.P.P.T.), le Parti des Travailleurs (P.T.), officiellement créé en novembre 1991, rassemble un courant socialiste, un courant communiste et un courant communiste internationaliste qui représente l'ancien Parti Communiste Internationaliste (P.C.I.).
Son siège social est fixé au 87, rue du faubourg Saint-Denis à PARIS (l0ème), dans un ensemble d'immeubles appartenant aux responsables et comprenant notamment une salle de réunion, une société d'édition et une librairie.

Créé autour de Pierre BOUSSEL, alias "Lambert", officiellement en retrait depuis quelques années et à présent dirigé par un secrétariat national ayant à sa tête Daniel GLUCKSTEIN, le Parti des Travailleurs, fort de quelque 3.000 adhérents -ce qui en fait la première formation d'extrême gauche- cultive un très fort repli identitaire. Regroupés au sein des groupes "Paroles de jeunes", les cadets du mouvement n'ont aucune autonomie.

Développant une idéologie de citadelle assiégée, le Parti des Travailleurs fait l'objet de la défiance des autres organisations d'extrême gauche qui n'hésitent pas à le qualifier de secte. La manière dont cette formation tente de développer son influence, en partie occulte, par le recours à l'entrisme, n'est pas de nature à atténuer les soupçons.

C'est ainsi que, par leur activisme et la synergie de leurs réseaux, les lambertistes ont su acquérir des postes clés au sein de Force Ouvrière, que développant des pseudopodes anticléricaux, ils sont dans la foulée parvenus à contrôler la "Libre Pensée" et qu'ils tentent, au gré des opportunités, de progresser localement derrière des associations dites " de défense de la démocratie communale".

Si, au plan supra-national, la "IVème Internationale - Centre International de Reconstruction", l'internationale lambertiste, n'est guère qu'une coquille vide-destinée à donner le change, le "comité national pour l'abrogation du traité de MAASTRICHT" est une initiative heureuse. Ailleurs isolé, le Parti des Travailleurs est, sur ce dernier créneau, parvenu à rallier des communistes orthodoxes sur la thèse d'une sorte de complot mondial du "grand capital" contre les états centralisés, des menées qui, selon les lambertistes, auraient pour but d'y détruire les acquis sociaux des travailleurs, leurs syndicats et des valeurs communes telle la laïcité.

Obstinément présents aux échéances électorales majeures où ils ne réalisent que des scores confidentiels, les lambertistes ont du renoncer tant à l'élection présidentielle de 1995 qu'aux européennes de 1999. Électoralement, leur formation n'existe pas, elle ne possède ni leader un tant soit peu connu, ni même d'image au sein de l'opinion.

Parmi les communistes ralliés dans le combat contre le traité de MAASTRICHT, figure une mouvance du P.C.F. conduite par Rémy AUCHEDE, ancien député du Pas-de-Calais, et Jean-Jacques KARMAN, maire-adjoint d'AUBERVILLIERS (93).

- *Lutte Ouvrière*

Créée en 1968 par des militants de l'Union Communiste Internationaliste, Lutte Ouvrière se réclame ouvertement du programme de transition de Léon TROTSKY.

Donnant pour adresse une simple boîte postale[1] par souci de discrétion, le mouvement qui ne dispose pas de siège public occupe au 18, boulevard Barbès à PARIS (18ème), un local loué par la S.A.R.L. "Les Editions d'Avron". Certaines activités se déroulent 16, rue Bouvet à PARIS (19ème), dans un hôtel particulier occupé par des sociétés commerciales "satellites", voire au château de Bellevue à PRESLES (95), acquis par le Parti en octobre 1979.

Lutte Ouvrière diffuse l'hebdomadaire du même nom et un mensuel "Lutte de classe" qui constitue sa revue théorique.

Compte tenu de l'extrême exigence imposée en matière idéologique et militante qui en fait de quasi-clandestins disponibles à tout instant, les effectifs ne sont guère que de l'ordre du millier d'adhérents, rigoureusement choisis et présents de manière discrète voire secrète, dans les entreprises, dont les plus importantes[2].

Perçue par l'opinion, à travers Arlette LAGUILLER, son porte-parole, devenu au fil des ans une figure de la vie politique française, Lutte Ouvrière a engrangé des retombées électorales -5,30 % à la présidentielle de 1995 ; 3,67 % aux régionales de 1998 ; 5,18 % aux européennes de 1999- qui, outre des incidences financières, lui permettent de compter 20 élus régionaux répartis dans 9 conseils de région et trois parlementaires européens, à savoir Arlette LAGUILLER, Armonica BORDES et Chantal CAUQUIL

. S'étant traduite par un score très inférieur aux ambitions affichées, l'alliance électorale passée avec la Ligue en vue de l'échéance européenne n'a pas enclenché de dynamique. D'ailleurs, Lutte Ouvrière ne souhaitait probablement pas aller au-delà d'une entente conjoncturelle. C'est ainsi que, quatre ans auparavant, la création d'un "grand parti véritablement au service des travailleurs", annoncée dans la foulée de l'échéance présidentielle, avait été rapidement qualifiée, par l'information interne, de "simple appel propagandiste".

Devenir un "grand parti" étant incompatible avec son mode de fonctionnement, Lutte Ouvrière a vu son goût du mystère mis à mal par des indiscrétions, d'autant plus malveillantes qu'elles émanaient probablement d'exclus. Elles concernaient notamment l'identité de "HARDY", le présumé maître à penser de la structure, et, par ailleurs membre influent de l'appareil commercial de l'organisation. C'est lui qui, au sein de la formation ouvriériste, détiendrait la réalité du pouvoir, prenant le pas sur Maurice SCHROEDT et Michel RODINSON dont la discrétion contraste avec la médiatisation d'Arlette LAGUILLER.

[1] B.P. 223 - 75865 PARIS Cedex 18.

[2] Au meeting du 25 avril 1997 à la Mutualité, Arlette LAGUILLER revendiquait 8.000 adhérents pour son mouvement contre 2.000 à 3.000 en 1995. Communément admis, le nombre de 2.000 doit être revu à la baisse. S'il est vrai que Voix des Travailleurs, avec ses 70 exclus, représentait, selon ses dires, l'éviction de prés de 10 % de la base de Lutte Ouvrière, on se trouve un peu au-delà de 700. Compte-tenu du fait que la fraction publique, l'étincelle -avec ses 30 militants- représente 3,1 % des suffrages exprimés, on se situe aux environs de 900. Rien de surprenant, eu égard au malthusianisme de la formation ouvriériste dont le mode de recrutement soumet les postulants à une série d'épreuves.

Ne concevant, en raison de sa culture ouvriériste, qu'une lutte des classes passant par les entreprises, le parti d'Arlette LAGUILLER a longtemps snobé les mobilisations sur les thèmes de société. S'il s'y aventure à présent, c'est en préservant sa spécificité. Appelant sem-

- *A.T.T.A.C*

Lancée en juin 1998 à l'initiative du "Monde Diplomatique"`, Action pour la Taxation des Transactions pour l'Aide aux Citoyens (A.T.T.A.C.) se propose rien moins que de devenir "une force politique internationale non partisane" voire de manière à peine plus modeste, "un grand mouvement populaire tourné vers l'action, un stimulateur démocratique"

. Dotée d'un conseil scientifique et planchant sur des groupes de travail thématiques, la structure implantée dans plusieurs dizaines de pays revendique, dans l'Hexagone, quelque 150 comités regroupant 20.000 adhérents. Reflet parmi d'autres d'une volonté de la gauche radicale de ne pas "laisser l'expertise aux experts officiels", A.T.T.A.C. se positionne en contre-pouvoir, en participant simultanément à des actions de contestation et de lobbying. Elle n'a pas, par ailleurs, hésité à investir le champ du législatif en créant un "comité" dans chacune des assemblées parlementaires. Constitué en juin 1999, celui de l'Assemblée Nationale est fort de près de 130 députés, tandis que, sa mise en place remontant au 19 octobre dernier, celui du Palais du Luxembourg, regroupait, à ses débuts, 18 sénateurs. Au parlement européen, le comité A.T.T.A.C. compte une quarantaine de membres dont 17 Français.

Présidée par Bernard CASSEN, directeur de la S.A. "Le Monde Diplomatique", et ayant pour vice-présidente la franco-américaine Susan GEORGE, chercheur et écrivain, et François DUFOUR, ancien secrétaire général de la Confédération Paysanne, A.T.T.A.C. a été le fer d'une contestation anti-O.M.C. dopée par l'échec du Millenium Round de SEATTLE en novembre 1999'34.

Disposant d'une bonne marge de progression et très favorablement perçue des milieux intellectualisés de la contestation, A.T.T.A.C. porte en elle certains signes de faiblesse. Nulle commune mesure en effet entre l'intellectualisation de ses instances dirigeantes et l'activisme de ses comités locaux d'ailleurs sous-représentés (Sur les 30 sièges au Conseil d'administration, 18, soit 60 % sont réservés aux membres fondateurs -quelques dizaines- et 12 à des membres actifs (pour un total alors revendiqué de 12.000) désignés par les 12 circonscriptions créées pour la circonstance.)

Perçue, par nombre de formations d'extrême gauche, comme une structure influencée par la Ligue, A.T.T.A.C., taxée de réformisme, fait l'objet de commentaires peu amènes dans les milieux radicalisés de la contestation. Tandis que, dans l'édition de février 2000 de son bulletin "Lutte des classes", Lutte Ouvrière énonce que "s'agiter contre l'O.M.C., ce n'est pas combattre le capitalisme, c'est le réformer", les marxistes-léninistes de "l'Organisation Politique" dénoncent là "une invention du monde diplomatique" et "l'instrument de la L.C.R.", en clair une structure à la plate-forme "sans réel contenu politique et assez vague pour ratisser plus large" et à laquelle la direction du P.C.F. "colle au cul"". En avance d'une longueur dans la vulgarité, la mouvance anarcho-autonome lance à l'adresse de ce qu'elle qualifie de "nouveau joujou de la gauche mouvementiste" : "We don't want just a cake, we want all the fucking backery !

En ne se mêlant pas à la manifestation ciblant la 30ème édition du World Economic Forum (W.E.F.), fin janvier 2000 à DAVOS (Suisse), A.T.T.A.C., qui s'est dissociée de la contestation radicalisée"', se propose de peser sur l'ensemble des rencontres internationales de l'an 2000 et plus particulièrement sur le sommet de révision du traité de l'Union Européenne, organisé à NICE, les 7 et 8 décembre(Soucieuse de renouer à cette occasion avec ce qu'elle qualifie "d'effet SEATTLE", et se proposant de paralyser de la même manière le sommet ciblé, c'est l'ensemble de la contestation antimondialiste qui entend se manifester lors de cette dernière échéance. Allant des groupes de réflexion aux menées activistes d'inspiration

En novembre 1999, la fondation a lancé un "Appel à stopper les privatisations"'3°. Cette dernière initiative porte la griffe de Liem HOANG-NGOC, autre membre de la "Ligue" et donné pour être l'inspirateur de l'appel "Pour sortir de la pensée unique", diffusé au printemps 1996.

En février 2000, l'organisation se manifestait à nouveau par une proposition de réforme des retraites où elle milite pour "une convergence" entre les différents régimes débouchant, à terme, sur "un système unique de retraites".

A vocation planétaire, sur fond d'antimondialisme

- Centre socialiste de Documentation et d Études sur les Problèmes du Tiers-Monde

Déclaré à la Préfecture de Police de PARIS en septembre 1957 sous la dénomination "Centre d'Études Anti-Impérialistes", le CE.DE.TI.M. a son siège à la Maison des Solidarités, 21 ter, rue Voltaire à PARIS (1 lème).

Sous la houlette de Gustave MASSIAH, et désormais présidée par Bernard D*****, cette structure d'inspiration tiers-mondiste est partie prenante de la contestation des rencontres internationales. Figurant parmi les inspirateurs du "Collectif 50 ans ça suffit", créé en 1994 aux fins de dénoncer les institutions mises en place après la conférence de BRETTON-WOODS, le CE.D.E.TLM. fait, à maints égards, figure de précurseur de l'actuelle contestation antimondialiste dont il est partie prenante.

- Réseau des Marches Européennes

Lancé à l'automne 1998, sous la dénomination de "Réseau des Marches Européennes contre le chômage, la précarité et les exclusions", cette esquisse de structure 130 Outre "l'arrêt des privatisations", l'appel demandait la mise en place en France et en Europe d'observatoires chargés d'en tirer le bilan et, par ailleurs, l'ouverture d'un débat public "sur ce bilan et sur les conditions d'un regain de maîtrise collective des activités d'importance stratégique pour la société" Evoluant sous la houlette de Christophe AGUITON, l'organisation donne pour adresse 104, rue des Couronnes à PARIS (20ème).

Se proposant de coordonner les initiatives syndicales face à l'union européenne et faisant état de divers soutiens étrangers, cette démarche procède pour l'essentiel du souci d'Agir ensemble contre le Chômage, de disposer d'une tribune lui donnant une visibilité au plan supra national. Une préoccupation d'autant plus vive que les perspectives hexagonales tendent à se réduire.

Envisageant de marquer de sa présence l'ensemble des sommets internationaux de l'an 2000, le "Réseau des Marches Européennes" s'efforcera surtout de s'activer, au second semestre, durant la présidence française de l'Union Européenne, notamment en périphérie du sommet de NICE les 7 et 8 décembre.

piternellement à la révolution, à grand renfort de slogans agressifs, la formation ouvriériste trouve toujours un prétexte pour finalement se dérober. Il en est de même dans les assemblées où elle siège désormais. C'est ainsi que, le 20 janvier 2000, au parlement européen, Lutte Ouvrière, en votant contre un texte relatif à "la faisabilité d'une taxe sur les flux de capitaux spéculatifs", a contribué à faire échouer le projet... au prétexte que la résolution proposée "se contentait d'aménager le système capitaliste".

- La Ligue Communiste Révolutionnaire

Section française de la IVème Internationale-Secrétariat Unifié, la Ligue Communiste Révolutionnaire -L.C.R.-, éprouvée par des scissions successives, compte à peine un millier d'adhérents. Implantée essentiellement dans une frange intellectualisée de la population, elle est victime du vieillissement de ses cadres issus de mai 196843. Aussi, à la faveur de périodes revendicatives, s'efforce-t-elle de recruter en direction de la jeunesse, le plus souvent grâce aux organisations qu'elle influence peu ou prou.

Elle a son siège 2, rue Richard Lenoir à MONTREUIL-SOUS-BOIS (93). Elle est identifiée, par l'opinion, à son porte-parole Alain KRIVINE. Hebdomadaire du mouvement, "Rouge" reste une source d'analyses pertinentes et d'informations variées.

Ayant immédiatement perçu la richesse des perspectives offertes par les nouvelles formes de conflits, la formation d'Alain KRIVINE s'est empressée de se trouver, par militants interposés, partie prenante dans les affrontements conduits par les "nouveaux mouvements sociaux". Elle est également présente dans l'affirmation du syndicalisme alternatif, dans les groupes de réflexion donnant dans la contre-expertise économique, ainsi que dans les mobilisations contre la "mondialisation des marchés". De surcroît, le recentrage de nombre de ses "anciens" n'est pas pour rien dans son rayonnement. Aussi, au coeur des mobilisations en réseau qui sont l'une des caractéristiques des nouvelles formes de contestation, la Ligue s'était prise à rêver, d'en fédérer les énergies, au sein d'une "entente de l'espoir" valable "pour les urnes comme pour les luttes".

Ces dernières années, l'élan s'est quelque peu brisé. Non seulement au printemps 1998, la contestation sociétale s'est essoufflée mais de surcroît la base des mouvements impliqués paraît désormais plus sensible aux surenchères anarcho-autonomes qu'aux perspectives stratégiques des trotskistes. Par ailleurs, en liant sa fortune électorale inexistante à celle de Lutte Ouvrière au dernier renouvellement européen -ce qui lui vaut deux eurodéputés Alain KRIVINE et Roseline VACHETTA-, la L.C.R. perd de sa crédibilité dans son ambition de participer, à gauche de la gauche, à la création d'un "pôle de radicalité"(Une impression évoquée par Philippe CORCUFF, en ces termes : "La L.C.R. a aujourd'hui à gérer une contradiction : son accord avec Lutte Ouvrière (L.O.) d'Arlette LAGUILLER l'a fait sortir de l'ombre électorale mais, en même temps, L.O., organisation plus fermée et peu présente dans les nouveaux mouvements, suscite des réticences parmi leurs militants. Dépasser la barre des 5 % et avoir des élus donne une crédibilité nouvelle mais l'étiquette restreinte d'"extrême gauches lui reste accolée. Or, elle cherche à faire advenir une "gauche de la gauche" plus large, porteuse d'une alternative face à la gauche sociale libérale au pouvoir> (Cf. "Le Figaro" -édition du 29 juin 1999).

Micro-structure très éprouvée par des exclusions massives en 1992, les Jeunesses Communistes Révolutionnaires-Révolution Égalité Démocratie (J.C.R.-R.E.D.), branche jeune de la Ligue, seraient en cours de reconstitution objectif non compatible avec le mode de fonctionnement de la formation ouvriériste". Enfin, en ferraillant sur des créneaux égale-

ment lorgnés par les "Verts" et le P.C.F., la Ligue risque de se trouver en conflit.

Si Alain KRIVINE n'a renoncé à aucune des grandes ambitions de sa formation, les courants minoritaires avec lesquels la L.C.R. doit toujours compter se montrent critiques". Au-delà des clivages internes, l'abstention du leader lors du vote au parlement européen sur la faisabilité d'une taxation des capitaux ravive certains griefs, tandis qu'à l'extérieur du mouvement, l'incompréhension est palpable... d'autant qu'à STRASBOURG, la figure emblématique de la Ligue est à la fois membre du "Comité A.T.T.A.C." et de l'intergroupe "Taxation du capital, fiscalité et mondialisation".

C'est dans ce contexte que se profile, à l'horizon juin 2000, le prochain congrès de la Ligue.(*Lors du dernier congrès, les rapports de force, au sein de la direction étaient les suivants : courant " A" 37 voix ; "B" 12 voix, "C" 4 voix. Aux veilles de la concrétisation de l'accord électoral avec L.O. en vue des Européennes, les minoritaires du courant "B", assurant que "les bases politiques pour une campagne politique effective ne sont pas réunies entre Lutte Ouvrière et la Ligue Communiste Révolutionnaire", évoquaient un "risque de déraillement". Plus prosaïquement, sous le titre "Coalition ou alignement ?" , ceux du courant "C" renchérissaient : "L'hypothèse selon laquelle la barre des 5 % pourrait être atteinte ne peut à elle seule fonder une politique. Ce qui nous sépare de Lutte Ouvrière ne relève pas du "détail"... La profession de foi commune l'illustre suffisamment. Elle se situe dans la logique politique de Lutte Ouvrière"*) Évoquant cette perspective, Lutte Ouvrière se demandant, entre autres, "la L.C.R. est-elle toujours trotskiste", lui fait grief d'un "suivisme (qui) l'amène à remettre en cause tous les textes programmatiques dont elle se revendiquait encore hier".

O ANARCHISME

- La Fédération Anarchiste

Principale composante du monde libertaire, la Fédération Anarchiste, comptant quelque 450 militants, et essentiellement implantée en milieu urbain, revendique une cinquantaine de groupes. Tribune hebdomadaire du mouvement, le "Monde Libertaire" lui confère un rayonnement dépassant de fort loin ses potentialités militantes. C'est au lieu de rédaction de cette publication -145, rue Amelot à PARIS (llème)- que l'organisation a son siège.

Opposés idéologiquement à toute forme de subordination, mais conscients de la nécessité d'un minimum d'organisation, ses membres disposent d'un comité de relations, composé notamment d'un secrétaire général, Hugues LENOIR et d'un secrétaire aux relations extérieures Wally ROSELL.

Centrant son action autour de la défense de l'autonomie individuelle et du refus des contraintes imposées par l'État, la Fédération Anarchiste fait de l'antiautoritarisme, de l'antimilitarisme, de l'anticléricalisme et de la liberté de la femme, ses domaines privilégiés d'intervention.

Lors de son 53ème congrès, organisé à TOULOUSE (31) à la mi-mai 1996, la Fédération Anarchiste s'est prononcée en faveur d'une "recomposition du mouvement social". Analysant à chaud l'effervescence de décembre 1995, et voyant dans la rue "le lieu de convergence" de la contestation, elle proposait alors d'ériger l'échelon local en véritable enjeu, afin de passer "de la rue à la commune".

Au lendemain du changement de majorité législative, l'organisation faisait, sans surprise, état de "l'absurdité qu'il y aurait à attendre quelque changement radical de la société, du

Induit par le contexte de l'occupation de l'immeuble dit "de la rue du Dragon", en décembre 1994, le Réseau d'Alerte contre les Inégalités (R.A.I.) apparaît à ce moment sous la dénomination du Réseau d'Alerte Sociale (R.A.S.).

Sous la houlette de Jacques TENIER, conseiller à la Cour des Comptes qui coordonne le réseau avec Catherine LEVY, le R.A.I. se présente comme un "groupe de réflexion, instance de lobbying, réseau de renseignements... où se côtoient économistes, hauts fonctionnaires, syndicalistes et militants associatifs".

Lancé le 9 février 1996 par une poignée d'intellectuels ayant participé à un manifeste de soutien aux grévistes, le 6 décembre 1995, "L'Appel pour des États Généraux du Mouvement Social" s'apparente à un groupe de fait.

Autour des sociologues Pierre BOURDIEU et Christian BAUDELOT, des philosophes Etienne BALIBAR, Daniel BENSAÏD, de l'écrivain Gilles PERRAULT, s'y retrouvaient des éléments de la C.F.D.T., de S.U.D-P.T.T., d'Agir ensemble contre le Chômage, de la C.A.D.A.C., de Droits devant!, de Droit Au Logement... L'ensemble donnant une forte tonalité Sème gauche à une structure qui compte également nombre de personnalités moins marquées. Organisée les 23 et 24 novembre 1996, date anniversaire du début de l'effervescence de fin 1995, la première session des Etats Généraux du Mouvement Social n'a rassemblé que quelque 300 personnes.

Actuellement, les tenants de cette entreprise projettent, pour le second semestre de l'année 2000, des "Assises du Mouvement Social Européen". A cette occasion, serait proposée une "charte du mouvement social européen" ou "Charte 2000", réaffirmant "l'indépendance du mouvement social" et portant l'empreinte de Pierre BOURDIEU et de son association "Raison d'Agir".

- Fondation Copernic

Se proposant de mettre sur pied "un contrepoids aux centres d'élaboration et de diffusion des idées néo-libérales au sein de la gauche", quelque 300 personnalités, partie prenante des initiatives suscitées au nom du "Mouvement Social", ont lancé, le 10 octobre 1998, "pour faire fonctionner à l'endroit les idées qui marchent à l'envers", la "fondation Copernic".

Ratissant large, ce groupe de réflexion s'est attaché à s'adjoindre les figures de la contestation sociétale. C'est ainsi que, parmi les soixante premiers membres cités se trouvaient Christophe AGUITON, figure de proue d'A.C.! et des syndicats S.U.D., Jean-Claude AMARA, leader de Droits Devant!, Daniel BENSAID, numéro 2 de la Ligue, Madjiguène CISSE, figure médiatisée de la contestation des sans-papiers, Annick COUPE, porte-parole de S.U.D.-P.T.T., Claude DEBONS, alors leader des oppositionnels de la C.F.D.T., Jean-Baptiste EYRAUD, président du D.A.L., Michel HUSSON, auteur du livre "Misère du capital", Alain LIEPIETZ, économiste des Verts, Gustave MASSIAH, président du C.E.D.E.T.I. M., Merija SURDUTS, porte-parole de la C.A.D.A.C., Emmanuel TERRAY, anthropologue et porte-parole du Sème collectif de sans-papiers….

Fondée par l'historien Jacques KERGOAT, membre du bureau politique de la Ligue à la fin des années quatre-vingt, la Fondation Copernic, affectée par sa disparition, persévère sous l'impulsion d'une équipe d'animation où figure Willy PELLETIER, également membre de la L.C.R..

l'occasion, présentée comme suit : " Ce petit groupe de réflexion non dogmatique, regroupe intellectuels (Henri MALER, Daniel BENSAÏD), journalistes, éditeurs, qui se sont retrouvés sur des enjeux de société comme la guerre du Golfe et cherchent, dans cette société discrète, un espace de discussion débarrassé des enjeux de pouvoir"121. Plus incisifs, d'autres, assurant que "c'est l'option conviviale de la Ligue Communiste Révolutionnaire qui émoustille désormais une frange d'intellectuels rebutés par la pensée unique", qualifient en conséquence la S.P.R.A.T. de "petit club d'anciens fédérant quelques têtes pensantes des années de poudre"12'.

- Espaces Marx

Fondée en décembre 1995, l'association Espaces Marx est issue de l'Institut de Recherches Marxistes (I.R.M.), créé à l'initiative du Parti Communiste Français. En changeant de dénomination, l'I.R.M. s'est ainsi ouvert à d'autres sensibilités marxistes, notamment celle qu'incarne la L.C.R..

En conséquence, aux côtés de figures du P.C.F., on trouve, au comité de direction, des proches de la formation d'Alain KRIVINE tels Henri MALER, Pierre COURS-SALIES, Catherine SAMARY.

- Collectif

Constitué en mars 1987 sous forme d'association se proposant de développer l'information et la réflexion sur les relations du travail, les conditions de vie et de travail des salariés, la vie des organisations syndicales, les mouvements et associations s'intéressant à la vie sociale, "Collectif", derrière le paravent d'un appel d'une centaine de personnalités de gauche et d'extrême gauche, a constitué le support et l'inspirateur d'Agir ensemble contre le Chômage, nouveau mouvement social sous influence de la L.C.R..

- Recherche Société Syndicalisme

Créé en 1993 sous forme d'association, Recherche Société Syndicalisme (RE.S.SY.) servait de passerelle entre ceux "qui ont en commun la volonté de la transformation sociale, qui ne se résignent pas à l'accommodement avec l'ordre social existant". Se voulant la traduction de "la volonté de responsables syndicaux d'appartenances et de sensibilités diverses de débattre, désormais ensemble, des problèmes posés à la société et aux syndicalismes, et de le faire en commun avec des chercheurs de toutes disciplines", RE.S.SY., qui se trouvait dans la tonalité des nouveaux mouvements sociaux et du syndicalisme alternatif, a joué un rôle de premier plan dans le lancement de "L'Appel pour des États Généraux du Mouvement Social". Depuis la disparition, au cours de l'été 1999, de son président fondateur, Jacques KERGOAT, la structure semble en sommeil.

- Réseau d'Alerte contre les Inégalités

jeu électoral". Et d'ajouter : "Tout bien considéré, nous ne saurions dire ce qui différencie les nouveaux maîtres des anciens", précisant : "Même s'il le désirait sincèrement, Lionel JOSPIN et ses associés ne pourraient pas tenir leurs promesses. En cela, ils diffèrent des candidats de droite qui, eux, auraient pu continuer à nous affamer sans trahir leur mandat".

En périphérie de son 56ème congrès organisé à LORIENT (56) à la mi-mai 1999, Wally ROSELL, responsable aux relations extérieures, déclarait "Même si c'est autant dû à la faillite complète des autres mouvements qu'à notre propre dynamisme, il y a un vent porteur pour les idées libertaires". Et de poursuivre : "L'image de l'anarchie change. Les gens viennent nous voir, découvrant que nous avons un projet politique cohérent. Les grandes maisons d'édition elles-mêmes rééditent d'anciens ouvrages"`. Indéniable, le courant de sympathie ne semble pas, pour l'heure, à la F.A., se traduire par un renouveau significatif du militantisme.

- L'Organisation Communiste Libertaire

Avec une centaine de militants et autant de sympathisants, l'Organisation Communiste Libertaire (O.C.L.) est la seconde formation anarchiste par ordre d'importance.

Militant pour une société dans laquelle les moyens de production et d'échanges seraient gérés par des conseils de base, elle se réfère au communisme libertaire impliquant la reconnaissance, par les anarchistes, de la lutte des classes. Dans ses engagements concrets, elle se montre bien plus radicale que la Fédération Anarchiste. Adepte des structures horizontales, l'O.C.L. repose sur une vingtaine de groupes régionaux qui fixent eux-mêmes politiques et actions. Ceux implantés à NANTES (44), REIMS (51), BORDEAUX (33) et LYON (69) émergent du lot. La détermination de la ligne politique directrice harmonisée s'effectue à l'occasion du "camping libertaire" annuel. Ses déclarations relatives à l'abolition du salariat au profit d'une redistribution des richesses suscitent quelque écho dans les milieux désocialisés. Dirigé par Nathalie FEDERICO, le mensuel de l'organisation, "Courant Alternatif", est une publication de qualité, au même titre que "Rouge" dans la mouvance trotskiste.

Tentant de susciter des débordements en périphérie des mouvements d'agitation sociale et des nouveaux mouvements sociaux", l'O.C.L. est, de surcroît, particulièrement présente dans les attaques contre les forces de l'ordre. Faute de mieux, elle place actuellement ses espoirs dans les menées "anti-mondialistes". Là où elle est implantée, l'O.C.L. s'active en faveur des "sans-papiers", au sein des Collectifs Anti-Expulsions (C.A.E.).

- L'Alternative Libertaire

Créée en 1991 à partir de l'Union des Travailleurs Communistes Libertaires (U.T.C.L.), le mouvement Alternative Libertaire témoigne, au sein de la mouvance anarcho-libertaire et au-delà, d'une volonté fédérative. Recherchant le débat avec d'autres courants écologistes, trotskistes, libertaires, elle relève davantage du groupe de réflexion que de l'organisation activiste.

L'audience de la structure tient pour l'essentiel à la qualité de son mensuel "Alternative Libertaire". Ayant pour directeur de publication Alain CROSNIER, cette tribune, largement ouverte aux acteurs du mouvement social, produit des analyses dont la pertinence retient l'attention.

- L'Union des Anarchistes

Issue de divergences avec la Fédération Anarchiste, l'Union des Anarchistes, ne regroupe qu'une audience confidentielle. Son effacement a été accéléré par l'émancipation du groupe havrais, Jules DURAND, qui a repris à son compte le mensuel " Le Libertaire", support médiatique du mouvement.

O MOUVANCE AUTOGESTIONNAIRE

- Les Alternatifs

Créée en mars 1998 sur les cendres de l'Alternative Rouge Et Verte (A.R.E.V.)" et de la Convention pour une Alternative Progressiste (C.A.P.) -regroupant un des communistes dissidents-, les Alternatifs se veulent un mouvement de "gauche, écologiste, utopiste et constructif".*(Née en novembre 1989 de la fusion du Parti Socialiste Unifié (P.S.U.) et de la Nouvelle Gauche pour le Socialisme, l'Écologie et l'Autogestion, l'A.R.E.V. n'est jamais parvenue à exister)*) Présidée par Jean-Jacques BOISLAROUSSIE, la structure a son siège au 40, rue de Malte à PARIS (11ème). Son audience est confidentielle.

- Chiche !

Constituée en juin 1996 et domiciliée au siège des Alternatifs, Chiche ! est une organisation regroupant les jeunes de la mouvance autogestionnaire et des Verts. La médiatisation de cette structure ne correspond à aucune réalité.

DES ELECTRONS LIBRES

O NOSTALGIQUES DE L'EX-ACTION DIRECTE

- Les Noyaux Autonomes pour le Communisme

Apparu en début d'année 1995 sous la dénomination initiale de Noyaux Anti-Capitalistes, le mouvement Noyaux Autonomes pour le Communisme s'est organisé autour de la publication "Front Social". Revue trimestrielle lancée à l'automne 1995, et ferraillant sur le créneau de la "Triple oppression" -racisme, sexisme et capitalisme comme fondements et piliers des sociétés contemporaines, elle prône la réappropriation sociale, un front anti-

térale. "A" fournit un service ou un bien à " B" et possède en retour une créance sur tout le groupe. Pour préserver la pérennité du système, les débits maximaux sont fixés. Les échanges ont lieu de gré à gré tandis que les prix sont estimés en unités de compte -grains de S.E.L.- dont la convertibilité en francs est statutairement impossible.

"Des utopistes, baba, bio ou anar ? Il y en a. Quelques sectes en embuscade ? Possible. Mais l'écrasante majorité le fait sous l'emprise de la nécessité" assure l'"Express" dans son édition du 19 novembre 1997.

II n'est pas rare que ces comportements revêtent aussi un aspect ludique et anticonformiste, à telle enseigne que certains anarchistes se demandent "à quoi (il est) bon, en effet, de mettre en place une alternative économique au système capitaliste qui recopie ce système ? (...). A l'évidence, on ne voit pas vraiment en quoi ça change quelque chose au schmilblick". Et de préciser, à l'attention des tenants des S.E.L., que "les alternatives n'ont de sens que si elles oeuvrent à détruire le capitalisme" (Cf. "Le Monde Libertaire" -édition du 23 octobre 1996-).

DANS LA NÉBULEUSE DES GROUPES DE RÉFLEXION

Constituant l'une des manifestations de l'intérêt de certains intellectuels pour les thèmes de société, ces laboratoires d'idées, élitistes et pluriels, facilitent les échanges entre des personnalités très engagées et d'autres plus recentrées. Situés à des carrefours privilégiés pour ceux qui, à l'extrême gauche, sont en quête de désenclavement et visent à exercer une influence très supérieure à ce qu'ils représentent, ces groupes ont longtemps fait figure d'éléments d'appoint de la contestation.

A l'heure où l'engouement porté à l'expertise valorise par contre-coup la contre-expertise, les groupes de réflexion, propulsés au rang d'acteurs sociaux en devenir, trouvent de nouveaux espaces que vient encore élargir la tendance à la planétarisation des réseaux. Donnant aux "nouveaux mouvements sociaux" la crédibilité qui leur faisait initialement défaut, et susceptibles de dégager des synergies'25, certaines de ces structures retiennent l'attention.

O DANS LA DYNAMIQUE DU "MOUVEMENT SOCIAL"

- Société Pour la Résistance à l Air du Temps

Créée en 1992, la Société Pour la Résistance à l'Air du Temps (S.P.R.A.T.) est, à

nes d'uranium appauvri sur le site COGEMA de BESSINES-SUR-GARTEMPE (87), la campagne "anti-uranium" initiée par la Fédération Limousine pour l'Étude et la Protection de la Nature (F.L.E.P.N.A.), puis par la Coordination Limousine Anti-Déchets (C.L.A.D.E.), s'est finalement vue récupérer par un groupuscule radical, l'Organisation Anarchiste de Limoges (O.A.L.). Ce dernier s'est illustré début juillet 1998 en bloquant deux trains en gare de SAINT-SULPICE-LAURIERE (87) au nom du Groupe Antinucléaire Radical Ecologiste (G. A.R.E.), à la dénomination de circonstance.

Plus sérieusement, dans le Sud Ouest, la mouvance anarcho-libertaire se propose de renouer avec les formes violentes de la contestation antinucléaire, notamment dans le but d'en découdre avec les Verts. De son côté, l'Union Régionale de Bretagne de la Fédération Anarchiste commence à s'animer.

La coordination "Stop GOLFECH" qui regroupe notamment l'association "Vivre Sans le Danger Nucléaire de GOLFECH" (V.S.D.N.G.), les Amis de la Terre de Midi-Pyrénées, et le collectif Paix Lot-et-Garonne, plus active dans le passé, se contente actuellement d'organiser un rassemblement annuel devant le site pour commémorer l'anniversaire de la catastrophe de TCHERNOBYL.

o Les S.E.L. ou l'utopie d'une économie alternative

Inspirés de pratiques en vigueur dans les pays anglo-saxons sous la dénomination de "Local Exchange Trading Systems" (L.E.T.S.)", des "Systèmes d'Échanges Locaux" (S.E.L.) sont présents dans l'Hexagone.

Apparus effectivement en France en 1994 -d'abord en Ariège-, les S.E.L. seraient au nombre de 320, sur l'ensemble de l'Hexagone. une centaine dispose d'un correspondant sur Internet. Revendiquant quelque 30.000 adhérents aux termes d'une progression rapide, l'expérience semble marquer le pas depuis près de deux ans.

Ruraux à l'origine, les S.E.L. ont gagné sur le milieu urbain où plus du tiers se trouve désormais. Un système d'échanges inter-S.E.L. est envisagé. Certains vont jusqu'à imaginer un "S.E.L. d'entreprises". Après un fort engouement médiatique concomitant à leur émergence ces années dernières, ils n'intéressent plus que très ponctuellement la presse.

Mode de troc complexe et croisé, fonctionnant à la manière de bourses d'échanges, un Système d'Échange Local permet de fournir des services, des biens et des savoirs au sein d'un groupe de quelques dizaines ou de quelques centaines de personnes d'une zone géographique donnée". Forme d'entraide répondant à une attente économique de démunis touchés par la crise ou concurrence déloyale d'un travail non déclaré, la question a été posée à la justice, à travers une plainte de professionnels du bâtiment contre trois adhérents d'un S.E.L. de l'Ariège. En relaxant les mis en cause, par arrêt rendu le 17 septembre 1998, la Cour d'Appel de TOULOUSE (31) -se fondant sur une règle prévalant en matière fiscale, à savoir que lorsqu'une transaction n'a pas de caractère répétitif ni de but lucratif, il y a exonération de T.V.A. et impôts- donnait ainsi une réponse en demi-teinte.

Si ce monde parallèle qui s'organise à la marge n'est pas sans susciter quelques interrogations", ces expériences paraissent en fait se situer, pour l'essentiel, au point de convergence des survivances de l'idéal communautaire post soixante-huitard et des "néo-ruraux" fuyant les villes plus par contrainte économique que par choix.

Impécuniosité aidant, les S.E.L. trouvent là une clientèle prédestinée. En milieu urbain, c'est d'une certaine forme d'adaptation aux contraintes de la ville qu'il s'agit".

Reposant sur une comptabilité interne, chaque S.E.L. fonctionne de manière multila-

impérialiste et antifasciste, les luttes sociales d'offensive anticapitaliste, la création de "cercles actions" ; "l'autonomie de classe" ….

Aspirant, entre autres, au communisme, à la révolution, au "Marxisme-Léninisme - Maoïsme", les N.A.C., bien que donnant dans l'intellectualisme, revendiquent en privé l'héritage de l'ex-Action Directe. La structure reprend d'ailleurs l'emblème de l'étoile à cinq branches en ajoutant, en son centre, un poing fermé. Bien qu'elle prétende travailler "à la construction d'un rassemblement des révolutionnaires, sur une base d'avant-garde et selon les principes marxistes-léninistes-maoïstes", l'organisation compte au mieux une vingtaine de membres.

Vulgarisant nombre de textes célébrant "les antifascistes kurdes en France", les Cellules Communistes Combattantes (C.C.C.) de Belgique, l'I.N.L.A. en Irlande, les G.R.A.P.O. d'Espagne, la R.A.F., les Brigades Rouges, l'ex-Action Directe..., les N.A.C. sont en relation avec des éléments peu ou prou impliqués au sein des organisations terroristes concernées. C'est ainsi que le leader des N.A.C., Michel R****** a effectué, en Italie, divers séjours le mettant en rapport avec "l'Autonomie Ouvrière" et a, en janvier 1998, contribué à animer en Allemagne des rencontres avec des proches de la R.A.F. et des Brigades Rouges tandis qu'il correspond par ailleurs avec les leaders emprisonnés de l'ex-Action Directe. De son côté, François M***, révolutionnaire de longue date, dispose de relations anciennes avec les sympathisants de la R.A.F. et des proches de l'ex-Action Directe tandis que Juste C******, désormais en retrait, aurait des accointances en direction de l'I.N.L.A..

D'une manière générale, la structure semble entretenir des contacts plus particuliers avec d'anciens brigadistes ayant appartenu à la "Cellule pour la Constitution du Parti Communiste Combattant" (C.C.-P.C.C.). A noter toutefois que, bien que les N.A.C. ne soient pas peu fiers de rappeler que la Fédération Anarchiste a interdit leur revue dans sa librairie, dès son numéro 1, en les suspectant de vouloir "reformer un bras armé de type R.A.F./A.D.", rien n'est venu pour l'heure étayer de tels soupçons. La menace reste virtuelle.

- Le Collectif Communiste Résistance Offensive

D'apparition récente, présentant une certaine porosité avec les N.A.C. dont il fait figure, tantôt de complément, tantôt de dissidence, ce groupuscule qui ne regrouperait guère qu'une dizaine de militants, est localisé dans les Hauts-de-Seine. L'un de ses principaux animateurs, Maitreya M********, ancien numéro 2 des N.A.C. a, par ailleurs, été responsable du Bureau d'Information des Amis du Front Révolutionnaire de Libération du Peuple Kurde (B.I.A.-D.H.K.C.) jusqu'à son auto-dissolution.

- Collectif pour un Secours Rouge

Constitué au cours de l'été 1999 "pour faire connaître l'existence de prisonniers politiques en France, les causes et les conséquences de leur incarcération et créer un mouvement de solidarité en vue de faire respecter leurs droits et exiger leur libération", le Collectif pour un Secours Rouge a vocation à sensibiliser l'opinion à la situation des militants incarcérés de l'ultra gauche européenne. La structure est domiciliée au siège d'une association évoluant en périphérie du Collectif Communiste Résistance Offensive, à savoir le "Collectif d'Édition Littéraire d'Intérêts Auto-éducatifs" (C.E.L.I.A.), B.P. 406 - 75462 PARIS Cedex.

- *L'Association des Parents et Ami(e)s de Détenu(e)s Solidarité-Prison (A.P.A.D)*

Fondée en 1985 par des proches de l'ex-Action Directe. Quoique d'audience confidentielle, elle est l'un des derniers vecteurs de pénétration de l'ultra-gauche dans le monde carcéral. Son influence ne s'y exerce que par le seul canal de "Fréquence PARIS-Plurielle", dont l'une des animatrices est Nadia M*******, militante autonome et présidente de l'A.P.A.D.. Elle est à l'origine, en 1989, d'un "Guide de l'arrêté", diffusé en novembre 1996, en version actualisée, parmi les "sans-papiers".

o DISSIDENCES TROTSKISTES

En marge de la Ligue Communiste Révolutionnaire, du Parti des Travailleurs et de Lutte Ouvrière naissent, vivent, mais le plus souvent meurent ou somnolent, de petits groupes, pour la plupart sans audience. Leur activité est souvent centrée sur la stricte observance de rites bureaucratiques rigides, leur ouverture sur la société se bornant le plus fréquemment à une quête suspicieuse de nouveaux militants ou au lancer d'anathèmes définitifs. Seuls sont mentionnés ici ceux ayant eu quelque activité dans un passé relativement récent.

- *Socialisme par en bas*

Construit sur les débris de "Socialisme International", structure ayant explosé en 19995°, "Socialisme par en bas" est animé par les deux dirigeants d'origine britannique de l'ex-Socialisme International, à savoir Ross HARROLD et Nicholas BARRETT.

Section française de la "Tendance Socialiste Internationale", internationale trotskiste entièrement sous la coupe du Socialist Workers Party (S.W.P.) de Grande-Bretagne, Socialisme International était apparu en France à l'automne 1982, rassemblant alors quelques dizaines d'adhérents, pour la plupart dissidents de la L.C.R., à laquelle étaient reprochés "réformisme opportuniste" et sectarisme.

Active dans les actions d'opposition à l'O.M.C., le soutien aux sans-papiers et la contestation lycéenne, l'organisation uniquement présente dans la capitale, n'y mobilise guère qu'une trentaine d'individus. Elle s'exprime par un journal éponyme. Son positionnement est ambigu.

- *Gauche Révolutionnaire*

Créée en octobre 1993, la Gauche Révolutionnaire n'est que la façade politique de la section française Jeunes contre le Racisme en Europe (J.R.E.), constituée six mois plus tard. Elle est née de la fusion des Jeunesses Communistes Révolutionnaires (J.C.R.) -issues de la tendance Égalité exclue de la Ligue Communiste Révolutionnaire (L.C.R.)-, des Cercles Communistes Prométhée -dissidents du P.C.F.-, et de militants du Parti Socialiste et du P.C.

convois en direction de l'étranger. Sous la férule de ses instances internationales la contestation est en conséquence très active dans le Nord-Cotentin, sur mer, et dans une moindre mesure aux frontières.

Tant par ses méthodes que le choix de ses cibles, Greenpeace peut se trouver en phase avec l'extrême gauche, mais de manière moins ostensible que par le passé. Chargé d'une reprise en main de Greenpeace-France le directeur exécutif de cette dernière structure, Bruno REBELLE, ayant semble-t-il les coudées plus franches que ses prédécesseurs, tente d'occuper le terrain, notamment en impulsant des groupes locaux" et en élargissant les thèmes d'intervention à des sujets interpellant les populations et, ce faisant, médiatiquement porteurs.

- *Coordination nationale contre l'enfouissement des déchets radioactifs*

Créée en 1990, ayant son siège tournant à BAR-LE-DUC (55), et vocation à fédérer l'action des "collectifs" d'opposition au projet de laboratoire d'étude sur l'enfouissement des déchets radioactifs, elle relève d'une approche environnementaliste de la contestation antinucléaire. Les militants d'extrême gauche ne s'y trouvent que dans la mesure où ses manifestations peuvent donner lieu à débordement.

- *Le réseau "Sortir du nucléaire"*

Créé en octobre 1997, à l'initiative de la coordination "Stop GOLFECH"", ce réseau, qui regroupe plus de 200 associations locales et nationales, dont les "Verts" et Greenpeace..., a commencé par publier une charte afin de condamner tout ce qui est lié au nucléaire, en mettant l'accent sur son coût estimé prohibitif, sur les risques pour la santé publique, et en proposant la mise en place d'une autre politique énergétique basée sur les énergies renouvelables. Ayant son siège dans les locaux du collectif "Les Européens contre Superphénix, il est dirigé notamment par Jean-Luc T******, cadre de Greenpeace-France, actuellement en délicatesse avec sa direction nationale.

- *Abolition 2000*

Créé au printemps 1995 et basé aux Etats-Unis, ce réseau mondial pour l'élimination des armes nucléaires compte, en France, une cinquantaine d'associations adhérentes.

- *Groupes locaux anarchisants*

Émanation de la Confédération Nationale du Travail (C.N.T.), le Collectif de Lutte Antinucléaire Poitevin (C.L.A.P.), constitué en août 1998, milite quant à lui pour le démantèlement du complexe nucléaire CIVAUX I et II.

En Haute-Vienne, où des voix s'élèvent pour dénoncer l'entreposage de 199.000 ton-

site Web aux fins de compenser la faiblesse de son audience.

- Mouvement des Objecteurs de Conscience

Ne comptant guère que 250 adhérents, le Mouvement des Objecteurs de Conscience (M.O.C.) est installé 21 ter, rue Voltaire à PARIS (1lème). En relation avec un certain nombre de groupes locaux, dont les plus actifs sont le Collectif des Objecteurs Tamais (C.O.T.) et le Bureau Limousin des Objecteurs de Conscience (B.L.O.C.), plus radicalisé, il tente de faire reconnaître "le droit à la désobéissance", ambitionnant de le faire inclure dans le préambule de la Constitution. Déliquescente avant l'abandon de la conscription, la structure est, depuis, devenue léthargique.

- La Maison de Vigilance

Groupusculaire et d'implantation locale -TAVERNY (95)-, la Maison de Vigilance organise, début août, un jeûne d'interpellation destiné à commémorer l'anniversaire des bombardements d'HIROSHIMA et NAGASAKI.

Contestation antinucléaire

Phénomène marginal, la contestation antinucléaire, moins virulente et bien moins marquée à l'extrême gauche que par le passé, poursuit sa mutation en se prévalant d'une approche plus scientifique. C'est à ce titre qu'elle s'emploie à peser sur le problème de la gestion des déchets, nouveau maillon faible de la maîtrise de la chaîne de l'énergie nucléaire".

- Greenpeace

Menant ses actions depuis son siège international d'AMSTERDAM, Greenpeace, tenant ses divers bureaux nationaux sous tutelle, nourrit de longue date une défiance particulière envers son émanation française.

Sur le front de la contestation nucléaire, l'organisation représente une protestation quasi professionnalisée. Multinationale de l'écologie à dominante anglo-saxonne et germanique affirmée, Greenpeace, dans sa dénonciation sélective du nucléaire, cible régulièrement la France. Condamnée aux coups médiatiques dont elle escompte les retombées financières, elle utilise, à cet effet, des commandos formés, pour l'essentiel, de ressortissants étrangers.

Ciblant de manière systématique le secteur névralgique des dispositifs qu'elle combat, Greenpeace, délaissant les unités de production, met désormais la pression sur le stockage, le transport et le retraitement des déchets radioactifs. C'est à ce titre qu'elle milite pour la fermeture définitive du centre de La Hague tout en organisant des coups médiatisés sur les

F. regroupés autour du journal marxiste "Riposte".

Comptant quelque 200 militants en 1996 et plombée depuis par le rapprochement de son ex-leader Raymond DEBORD avec le P.C.F., la structure, qui ambitionne de créer un nouveau parti, végète. Elle n'est parvenue à absorber que la trentaine de militants de la "Commune", groupuscule lambertiste dissident.

- Groupe trotskiste pour la reconstruction de la IVème Internationale

Egalement connu sous la dénomination de "Groupe LANG", pseudonyme de François PERETIE, son fondateur évincé en 1997, le Groupe trotskiste pour la reconstruction de la IVème Internationale a été créé en avril 1986 autour de la revue "Toute la Vérité" par des militants exclus du Parti Communiste Internationaliste (P.C.I.).

Regroupés autour d'Omar FERNANDEZ, ses membres, qui ne seraient plus qu'une vingtaine, appartiennent, pour la plupart, à l'administration de La Poste où ils animent le Comité de coordination des facteurs et postiers parisiens. Ses organes de presse sont les feuilles "Toute la Vérité", et "Révolte Jeune".

La structure tente, sans résultat, de mener campagne dans les banlieues sensibles en y dénonçant de prétendues "violences policières".

- Voix des Travailleurs

Procédant de l'exclusion en mars 1997, de 70 militants de Lutte Ouvrière essentiellement localisés en région bordelaise et rouennaise, "Voix des Travailleurs" ne compte que 200 adhérents dont une centaine en région bordelaise, une cinquantaine à ROUEN et une vingtaine à PARIS. Son principal responsable est Bernard CHENUT, alias "Yvan".

En dépit de diverses tentatives, Voix des Travailleurs n'est jamais parvenue à débaucher les membres de la fraction minoritaire de Lutte Ouvrière dite "L'Etincelle" pas plus que ceux de la "tendance R" de la Ligue. N'ayant réussi qu'à absorber la "Ligue Socialiste des Travailleurs" (L.S.T.)St, elle en est réduite à tabler sur un rapprochement avec la L.C.R. et, à terme, sur son intégration à cette formation.

- Ligue Trotskiste de France

Constituée le 11 juillet 1975 par les dissidents de la Ligue Communiste Révolutionnaire et des militants de la Tendance Spartakiste Internationale, la Ligue Trotskiste de France (L.T.F.) possède un organe de presse, "Le Bolchévik", inspiré par Xavier BENOIT, ainsi qu'une association satellite, Les amis de Spartakiste. Forte d'une centaine de militants, cette organisation -qui a toujours, paradoxalement, apporté son soutien à la ligne dure du Parti Communiste de l'ancienne Union Soviétique- est essentiellement implantée à ROUEN (76), LYON (69) et PARIS.

Dans la capitale, elle agit surtout sous couvert de son "Comité de Défense Sociale" (C.D.S.) qui participe notamment aux actions en faveur de Mumia ABU JAMAL ou des "sans-papiers".

- *Pouvoir Ouvrier*

Section française de la Ligue pour une Internationale Communiste Révolutionnaire (L.I.C.R.), dont le siège est à LONDRES (Grande-Bretagne), Pouvoir Ouvrier dispose de quelques dizaines de militants, partagés essentiellement entre NANTES (44) et PARIS, où la structure a été déclarée le 3 octobre 1994 à la Préfecture de Police sous le n°ASS 117.407 P. Domiciliée 7, rue Lemercier à PARIS (17ème), elle publie le bimestriel "Pouvoir Ouvrier".

Ce groupuscule tente actuellement de s'implanter dans certains lycées. Dans le but de recruter des jeunes, il a créé une structure "Jeunes révolutionnaires" pourvue d'une feuille mensuelle intitulée "Révolution", dont le directeur de publication n'est autre que Pierre DANDE, chef de file du groupuscule.

o SURVIVANCES MARXISTES-LÉNINISTES

Avatars du marxisme-léninisme qui a connu son apogée en 1968, avec le développement de la Gauche Prolétarienne, quelques groupuscules marxistes-léninistes subsistent, sans perspective aucune pour la plupart.

- *L'Organisation Communiste Marxiste-Léniniste-Voie Prolétarienne*

Mouvement maoïste issu de l'éclatement du Centre Marxiste-Léniniste de France en mars 1980, l'Organisation Communiste Marxiste-Léniniste-Voie Prolétarienne (O.C.M.L.-V.P.) prône le "socialisme véritable" dont l'une des caractéristiques est"le pouvoir des travailleurs", organisés en conseils. Groupusculaire, cette formation n'existe guère qu'en région parisienne. Sa radicalisation se trouve mise en exergue avec l'intensification de ses rapports avec des organisations révolutionnaires étrangères (Parti Communiste Léniniste espagnol, Sentier Lumineux péruvien...).

Donnant pour adresse une boîte postale -B.P. 48 à EPINAY-SUR-SEINE (93)-, la structure est domiciliée chez son fondateur et principal animateur Marcel C******.

Si l'O.C.M..L.P.-V.P. est largement ignorée, tel n'est pas le cas de son mensuel "Partisan" vendu en kiosque et dont les analyses radicales mais de qualité trouvent un certain lectorat, au point que l'organisation annonce la diffusion d'une formule plus élaborée, un "nouveau Partisan" au printemps 2000.

- *Le Comité Populaire-Organisation Politique*

Issu de l'Union des Communistes de France Marxistes-Léninistes (U.C.F.M.L.), le Comité Populaire-Organisation Politique est plus souvent dénommé "Organisation Politique" (O.P.) voire Distance Politique.

De sensibilité maoïste, cette organisation fondée par Alain BADIOU et dont l'un des principaux dirigeants est Alain JEAN ne se manifestait guère antérieurement que par des

élargir leur champ d'investigation, qu'un intérêt anecdotique.

- *Mouvement pour une Alternative Non Violente*

Fondé en 1975, et ayant désormais son siège 21 ter, rue Voltaire à PARIS (1lème), le Mouvement pour une Alternative Non Violente (M.A.N.) revendique 400 adhérents répartis en une trentaine de groupes. Très en deçà de son audience passée, il constitue, hors la mouvance communiste, l'un des rares mouvements pacifistes de référence. Depuis des années, le M.A.N. admet qu'il n'a plus "ni la vocation, ni surtout les moyens de proposer un nouveau modèle de société clés en main", et se borne à servir de force d'appoint dans les mobilisations s'inscrivant dans son champ d'activité.

- *Le Cun du Larzac*

Issu de la lutte des Paysans du Larzac et de l'antimilitarisme des années 70, le Centre de recherches et de rencontres pour une autre défense -dit Cun du Larzac-, créé en juin 1976 à MILLAU (12), a très largement débordé son cadre initial. Théâtre d'expérimentation de la sensibilité alternative, il inscrit son action autour des trois pôles que sont : la non-violence, l'écologie, l'autogestion.

- *Centre de Documentation et de Recherche sur la Paix et les Conflits*

Créé à LYON en 1984 et se donnant pour objectif de "diffuser toute information concernant les questions de paix et de guerre, de désarmement et de militarisation", le Centre de Documentation et de Recherche sur la Paix et les Conflits -C.D.R.P.C.- compte, dans son comité de parrainage, des personnalités telles que l'historien Pierre VIDAL-NAQUET, Mgr GAILLOT et le président du CE.DE.TI.M., Gustave MASSIAH. Le C.D.R.P.C. édite la revue "Damoclès" et un rapport annuel, dont l'abbé Bruno BARRILLOT est l'une des chevilles ouvrières. Parfois cité sur ce créneau, l'Observatoire des Transferts d'Armement n'est qu'une émanation du C.D.R.P.C.. Il en est de même de l'Observatoire des Armes Nucléaires Françaises, créé début 2000, et se situant "dans la perspective de l'élimination des armes nucléaires".

- *Union Pacifiste de France*

Apparue en mars 1975, l'Union Pacifiste de France (U.P.F.) -qui revendique 1.500 adhérents- a son siège au 66, boulevard Vincent Auriol à PARIS (13ème). Branche française de l'Internationale des Résistants à la Guerre (I.R.G. - siégeant à BRUXELLES), c'est une structure vieillissante qui compte, entre autres, dans ses rangs, des anarchistes non violents s'affirmant "pacifistes intégraux". Ne se manifestant guère que par des interpellations au Chef de l'État et aux parlementaires en faveur du désarmement, l'U.P.F. s'est, en 1998, dotée d'un

tiques américains (CO.S.I.M.A.P.P.) est lui aussi domicilié au 58, rue Gay-Lussac à PARIS (5ème).

Dirigé par une militante américaine pro-africaniste proche des "Panthères Noires", Julia W*****, le CO.S.I.M.A.P.P. a été activé début 1999 à l'approche du réexamen, par le gouvernement de Pennsylvanie, d'un des ultimes pourvois du journaliste noir américain, ex-militant des "Panthères Noires", condamné à mort en 1982 pour le meurtre d'un policier blanc à PHILADELPHIE.

En dépit de soutiens tendant à la recentrer, dont celui du P.C.F. et de diverses organisations investies dans la défense des Droits de l'Homme, cette organisation est sous-tendue par un extrémisme et un tropisme africaniste certains. Sa récente affiliation au Jericho Movement, groupe radical afro-américain, constitue, à cet égard, un indicateur parmi d'autres.

- Autres groupuscules extrêmes

A partir de 1985, sont apparues, peu ou prou inféodées à l'ultra gauche, des micro-structures spécifiques qui n'ont jamais vraiment pesé : l'Association des Familles et Amis des Prisonniers Politiques (A.F.A.P.P.), créée par Madeleine AUBRON, mère de Joëlle, le Comité pour l'Abolition de l Isolement Carcéral (C.A.LC.), groupement de fait crée en mars 1988 à l'issue de la grève de la faim des dirigeants incarcérés de l'ex-Action Directe, l Association des Parents et Amis de Détenus (A.P.A.D.), déclarée le 31 juillet 1985

- Des mouvements disparus

Qu'il s'agisse d'**OS CANGACEIROS** ayant revendiqué diverses actions violentes entre 1985 et 1990, de la **Commission Prison Répression (C.P.R.)** ou de l'**Alliance des Prisonniers En Lutte (A.P.E.L.)**, rien ne subsiste de ces organisations. Au plan individuel, leurs anciens connaissent des situations très diverses. Impliqué dans les dérives criminelles de l'ultra gauche européenne et devenu président de l'A.P.E.L. en 1991, Bruno B********** s'est, ces dernières années, marginalisé socialement. Ex-animateur des C.P.R., Samuel K*****, installé en Corrèze, y entretient, dans la plus grande discrétion, des contacts avec de vieilles figures de l'ultra gauche. Quant à Alain P******, naguère proche de l'ultra gauche européenne puis secrétaire de l'A.P.E.L. dans les années quatre-vingt dix, il conserve des accointances qui l'ont conduit à être, en février 2000, l'un des instigateurs de "l'Appel pour la Libération de Georges CIPRIANI", titre auquel il a été amené à faire partie de la délégation reçue à la Chancellerie le 21 février dernier.

Pacifisme et antimilitarisme

Déjà bien délaissé avant la suppression de la conscription, ce front de contestation ne présente guère, pour ce qui a trait aux organisations qui n'ont pas su

"Noyaux" dont l'un était implanté aux usines Renault de FLINS (78). La structure donne pour adresse la boîte postale de ses publications (B.P. 84 - 75462 PARIS CEDEX 10).

Ces dernières années, Distance Politique a réussi une entrée en force sur le créneau des "sans-papiers" par le truchement des "Collectifs d'Ouvriers Sans-Papiers" implantés dans les foyers de la région parisienne d'immigrés célibataires. Une initiative permettant à l'organisation de rassembler plusieurs centaines de personnes au pied levé.

D'audience confidentielle, son bulletin "Le Perroquet" dispose désormais d'un supplément "Ici" plus précisément tourné vers l'immigration.

- Le Parti Communiste des Ouvriers de France

Apparu sur la scène politique en mars 1979, le Parti Communiste des Ouvriers de France (P.C.O.F.), principalement animé par Alfred ZIMMER, n'était autre que le successeur de l'Organisation pour la Reconstruction du Parti Communiste de France (O.R.P.C.F.), elle-même issue de dissensions internes à l'ex-Parti Communiste Marxiste Léniniste de France (P. C.-M.L.F.), fin 1976. De tendance pro-albanaise, avant les bouleversements actuels des pays de l'Est, ses principales orientations sont axées sur la défense d'un "communisme pur" appliquant strictement la doctrine marxiste léniniste, et sur le principe de l'internationalisme prolétarien. Diffusant deux fois par mois la publication "La Forge", le P.C.O.F. n'existe que par ce vecteur d'audience confidentielle". Quant à la prétendue branche jeune du mouvement "L'Union des Jeunes Anti-Fascistes et Anti-Impérialistes" (U.J.A.F.A.I.), son existence n'est plus attestée depuis des années.

o ANARCHO-AUTONOMES

Rassemblant de façon informelle des éléments se signalant par une propension à la violence, la mouvance autonome, regroupée pour l'essentiel dans la capitale, compte également des ramifications en province. Hors les organisations transversales qu'elle s'emploie à dévoyer, cette sensibilité se retrouve dans les squats politiques et également dans des structures spécifiques, plus ou moins éphémères, voire de circonstance, s'interpénétrant peu ou prou, au nombre desquelles

- Les Sections Carrément Anti-LE PEN (S.C.A.L.P)

Émanation du "Comité de Lutte et d'Intervention contre le Nationalisme Gangreneux" (C.L.I.N.G.), le S.C.A.L.P. a vu le jour à TOULOUSE (31), à l'occasion de la venue de Jean-Marie LE PEN dans la ville rose, dans le cadre de l'élection européenne de 1984.

Dès lors, parallèlement à la montée en puissance du parti frontiste, l'initiative des militants toulousains fera tache d'huile. Des S.C.A.L.P. vont apparaître dans celles des grandes villes de l'Hexagone où existe un vivier anarchiste, l'émergence de ces groupes étant généralement liée à la venue de responsables du Front National. On dénombre actuellement une douzaine de S.C.A.L.P. dans l'Hexagone à AMIENS (80), ANNONAY (07), DIJON (21), LILLE (59), LYON (69), METZ (57), NANTES (44), NEVERS (58), NICE (06), PARIS, RENNES (35), STRASBOURG (67), TOULOUSE (31).

Ne comptant que quelques dizaines, voire quelques centaines d'activistes, les S.C.A. L.P. dont les figures parisiennes sont Fabrice S****-C*********, Thomas A******, Yvan D**** de B******, et Nadège M***** ont, au fil des ans, perdu une partie de leur allant. Ils sont désormais confrontés au profil bas du lepénisme militant.

Ayant de l'antifascisme une conception extensive les conduisant à "lutter contre le système ultra libéral et ses conséquences sociales, économiques, sécuritaires...", les S.C.A.L. P. ne manquent pas de rebondir en transposant leurs violences dans les conflits de société, adaptant leur dénomination à l'objectif, tout en préservant leur sigle acronyme. Collant à l'actualité, le S.C.A.L.P. de NANTES s'est ainsi, en janvier 2000, momentanément intitulé "Section de Contre-Attaque au Lobby Pétrolier".

- Le Collectif d'Agitation pour un Revenu Garanti Optimal (C.A. R. G. O.)

Groupe de fait apparu en février 1994 pendant le mouvement de contestation "anti-C. I.P." et animé par des militants d'ultra gauche virulents -dont l'autonome Laurent G*********-, il a son siège 21, rue Voltaire à PARIS (llème). Attaché à promouvoir une auto-organisation des précaires, ce collectif jouissait d'une certaine notoriété auprès des jeunes auxquels il proposait un engagement alternatif en marge des structures existantes. Prônant le recours à la violence, ce groupuscule l'exerçait par des ouvertures de squats politiques, des occupations diverses, une participation active aux grandes mobilisations et à leurs dérives violentes.

Toujours aussi présents dans les provocations quasi-quotidiennes de la contestation des "sans" dans la capitale, les militants de C.A.R.G.O. y ont rejoint A.C. et manifestent désormais au nom de cette structure. S'ils y ont fait prendre en compte la notion de revenu minimum d'existence -déconnectant rémunération et travail- ils ont, par leurs provocations répétées, nui à la crédibilité de l'organisation.

- Anarchist Black Cross

Structure internationale de soutien aux "prisonniers politiques" dont le siège se trouve à PATERSON (New Jersey). Elle n'est, en France, implantée groupusculairement qu'à LILLE (59) et DIJON (21).

- Le Collectif "Souriez vous êtes filmés"

Initiative limitée à quelques communes des Hauts-de-Seine, mais citée pour mémoire en raison de sa relative notoriété médiatique, le Collectif "Souriez vous êtes filmés" procède d'une réaction anarcho-libertaire à l'équipement, au printemps 1995, de la commune de LEVALLOIS-PERRET, en caméras de vidéo-surveillance. Une réalisation critiquée comme procédant de "prémices françaises du Big Brother Orwellien".

trême gauche tente à l'occasion de s'implanter [2].

- Collectif National contre la Double Peine

Partageant son siège avec le Mouvement de l'Immigration et des Banlieues (M.I.B.) au 46, rue de Montreuil à PARIS (l lème), le Collectif National contre la Double Peine (C.N. D.P.) se situe comme lui aux confins des dérives anti-autoritaires, du soutien aux immigrés, de la contestation pénitentiaire et de l'agitation en banlieue. Il a de surcroît, avec le M.I.B., un dirigeant commun, Norredine I******. Particulièrement actif sur LYON (69) en raison des liens avec le groupe dit "Jeunes Arabes de LYON et Banlieues" (J.A.L.B.), le C.N.D.P., qui se donne pour objet la disparition des mesures administratives frappant les étrangers incarcérés, a, à cet effet, en début d'année 2000, lancé, sur ce thème, une pétition adressée au Premier ministre.

- "Familles en Lutte contre 1'Insécurité et les Décès en Détention"

Autre satellite du M.I.B. qui l'héberge également dans ses locaux, "Familles en Lutte contre l'Insécurité et les Décès en Détention" (F.L.I.D.D.) se propose de "soutenir les familles ayant eu un de leurs membres incarcérés et ce, à travers l'information et la sensibilisation sur les conditions de vie en détention"

. Tel est notamment le cas en ce qui concerne la mouvance anarchiste à TOULOUSE (31), BORDEAUX (33), MONTPELLIER (34), PARIS, LYON (69) et ROUEN (76).

- "Ne laissons pas faire"

Structure où l'on trouve des proches des militants d'emprisonnés de l'ex-Action Directe, des militants de la Confédération Nationale du Travail (C.N.T.) mais aussi du Parti Communiste Français (P.C.F.) et des Verts, le collectif "Ne laissons pas faire" est domicilié 58, rue Gay-Lussac à PARIS (Sème), adresse de la librairie "Le Point du jour", lieu de convergence d'une frange de l'extrême gauche activiste". Instigatrice des campagnes visant à exiger la libération pour raisons de santé de Georges CIPRIANI -militant détenu de l'ex-Action Directe ayant sombré dans la démence-"Ne laissons pas faire" se propose, dans la foulée, d'enclencher une dynamique "d'élargissement des luttes pour remettre en cause les longues peines" qui profiterait, en premier lieu, aux éléments incarcérés de l'ultra gauche européenne.

- Comité de Soutien International à Mumia ABU JAMAL et aux Prisonniers Politiques américains

Antenne française de l'International Concerned Family and Friends for Mumia ABU JAMAL, le Comité de Soutien International à Mumia ABU JAMAL et aux Prisonniers Poli-

- Mouvement des signataires

Dans le prolongement de la vague pétitionnaire soulevée, en février 1997, par l'ensemble de la mouvance progressiste, voire au-delà -dans un contexte de lutte contre le projet de loi sur l'immigration-, est apparu, le mois suivant, le Mouvement des signataires. Proclamant "Assez de lâcheté à gauche, assez de mensonges à droite !", la structure, qui se présentait alors comme un "réseau d'extrême vigilance" dans un refus de "la dislocation sociale", débordait largement le cadre d'une extrême gauche à l'influence néanmoins bien présente. Si le mouvement ne s'est plus manifesté sous sa forme initiale, ses initiateurs n'en persistent pas moins.
C'est notamment dans le prolongement de ce qui précède qu'en 1998, a été lancée, sous la direction de l'universitaire Liem HOANG NGOC, l'éphémère revue "Pétition". A la même époque, plus activiste et se réclamant de la "Web-Politique", un groupe de cinéastes -parmi lesquels Romain GOUPIL, Cédric KLAPISCH, Bertrand TAVERNIER- étaient présentés comme "la machine à pétitionner de la Société des Réalisateurs de Films"". Autant d'initiatives devenues plus discrètes. A trop avoir été employée, l'arme de la pétition s'est émoussée.

- Nous sommes la gauche

Initié sous forme de mise en garde à la "gauche officielle" à quelques semaines du scrutin législatif, lancé par "Act up", et paraphé par divers acteurs des nouvelles formes de conflits se situant à gauche de la gauche, "Nous sommes la gauche" a trouvé ses limites dans l'échec de sa manifestation nationale du 17 mai 1997. A défaut de déboucher sur un mouvement, cet appel reste une référence sur le créneau de la contestation sociétale.

Contestation pénitentiaire

Accaparé par l'extrême gauche jusque dans les années quatre-vingt, cet objectif secondaire, déserté par la plupart de ses éléments maximalistes, n'est que partiellement réinvesti, le plus souvent par des éléments plus recentrés, à travers l'Observatoire International des Prisons notamment.

- L'Observatoire International des Prisons

Ambitionnant d'être, pour les détenus de droit commun, ce qu'est Amnesty International aux prisonniers d'opinion, cette organisation non gouvernementale, bénéficiant d'un statut consultatif auprès des Nations Unies, a été créée en octobre 1990.

Ayant acquis une certaine notoriété au travers de la diffusion médiatisée de son rapport annuel, la branche internationale dont le secrétariat est basé à LYON (69), a du déposer son bilan durant l'été 1999. Seule reste la branche nationale, placée sous la présidence de la journaliste Catherine E****, et domiciliée 40, rue d'Hauteville à PARIS (l0ème).

Ambitionnant de couvrir les 183 établissements pénitentiaires du territoire métropolitain, l'O.I.P. n'est jamais parvenue à compter plus de 25 groupes locaux au sein desquels l'ex-

- Le Collectif des papiers pour tous

Apparu dès le début du conflit des "sans-papiers", en mars 1996, ce collectif, se proposant de "paralyser la machine à expulser", s'est trouvé marginalisé par les "collectifs de sans-papiers", plus nuancés dans leurs exigences, mais plus crédibles. En conséquence, les agitateurs du "Collectif des papiers pour tous" exercent désormais leurs provocations violentes au sein des Collectifs Anti-Expulsions (C.A.E.), au recrutement plus large.

- Les Comités de Défense des Étudiants Étrangers (CD.E.E.)

Apparus à l'automne 1994, présents dans quelques universités seulement, et inconsistants. Ils s'intitulent désormais plus volontiers "Comités de Lutte des Etudiants Sans-Papiers" (C.L.E.S.P.). En ce début d'année 2000, celui de l'université de PARIS VIII-SAINT-DENIS retenait l'attention par l'occupation d'un amphithéâtre suscitant en écho la création de C.D.E.E. à LILLE et TOULOUSE, tentant de proche en proche, à plonger le monde universitaire dans une crise généralisée.

- Réseau français sans titre

Attribuant le succès de la désorganisation du Millenium Round de SEATTLE (U.S. A.) à l'efficacité de "petits groupes d'affinités", sans "aucune direction centralisée", les anarcho-autonomes, souhaitant transposer ces pratiques en France, envisageaient, en fin d'année 1999, de créer, via 1'"Action Mondiale des Peuples" (A.M.P.)", un "réseau français sans titre". Ce projet ne semble pas avoir eu à ce jour, de prolongement concret.

- D'autres abcès de fixation

Sur le créneau du chômage, en particulier, et des exclusions en général, des dissidences anarcho-autonomes d'Agir ensemble contre le Chômage sont, au nombre d'une vingtaine, apparues en province, sous forme de groupuscules tentés par la violence. Peuvent ainsi être mentionnés "La Nouvelle Commune" de Jean-Marie H****** à ARRAS (62), le Collectif des Chômeurs Actifs et Solidaires (C.C.A.S.) de FOIX (09), A.C.-C.UB. à BORDEAUX (33), Collectif d'Actions Solidaires Alternatives (C.A.S.A.) de MONTPELLIER (34), Comité Anti-Chômage de Meurthe-et-Moselle (C.A.C.-54), Comité des Chômeurs Indépendants du MANS (72), Chômeurs Actifs Solidaires et Heureux (C.L.A.S.H.) en Lot-et-Garonne voire une fantomatique "Coordination Nationale des Comités de Chômeurs et Précaires en lutte".

Tentant de fédérer ce qui peut l'être dans cette mouvance, la Confédération Nationale du Travail s'efforce de promouvoir des "Comités d'Action Chômeurs" (C.A.C.-C.N.T.). Parfois, c'est un groupe anarcho-libertaire sans affiliation particulière qui, au niveau d'une localité, fédère les divers mécontentements. Tel est le cas avec "Maloka" à DIJON (21). De telles implantations n'existent généralement que par la personnalité d'une poignée d'animateurs, voire d'un seul ; c'est ainsi que "Vivre Au Présent" (V.A.P.), très active à MONTPEL-

LIER. (34) ces dernières années, est désormais en sommeil.

O SQUATS POLITIQUES ET COMMUNAUTÉS LIBERTAIRES

- *La dangerosité limitée des communautés libertaires*

Phénomène de société à la fin des années soixante-dix où l'on en dénombrait près de 800, les communautés libertaires ne comptent plus désormais qu'une vingtaine de témoins de cette volonté de changer le monde . Dans cet îlot résiduel dont elles ne sont pas représentatives, on ne trouve que deux relatives réussites, elles-mêmes en perte de vitesse, en dépit d'un recentrage. Un effondrement lié à la convergence de divers facteurs : lieux inhospitaliers pour des populations non aguerries, type d'activités conduisant généralement à la déconfiture, faiblesse numérique de la plupart des peuplements, mode de vie rapidement perçu comme dépassé.

- *Longo Maï.*

Ayant son implantation principale à LIMANS (04), ce fleuron du mode de vie alternatif est parvenu à une exceptionnelle réussite relationnelle et financière dépassant les frontières. Elle s'accompagne d'un interventionnisme qui s'exprime au travers de diverses structures spécifiques : Forum Civique Européen (F.C.E.), Comité Européen de Défense des Réfugiés et Immigrés (C.E.D.R.I.), Fédération Européenne des Radios Libres (F.E.R.L.). En fait, l'attrait de la sphère progressiste pour cette expérience originale n'a pas survécu à la disparition au cours de l'été 1993, du guide de la communauté, Roland PERROT.

- *Le Cun du Larzac.*

Ayant son siège route de Saint-Martin à MILLAU (12), la structure est issue de la lutte des Paysans du Larzac et des mouvements anti-militaristes des années soixante-dix. Se définissant comme un "centre de recherches et d'actions pour une défense populaire non violente", elle constitue un théâtre d'expérimentations diverses. Centrés sur trois pôles -non-violence, écologie, autogestion-, ses travaux donnent dans la recherche théorique et ses applications pratiques. A ce stade, qui n'a plus rien à voir avec les communautés de naguère, l'organisation placée sous la houlette d'Hervé OTT, a trouvé son créneau et une certaine reconnaissance.

Sans projet cohérent, vivant dans une situation de quasi-dénuement, en butte à la méfiance du voisinage, de surcroît vieillissants, les autres tenants de la vie communautaire, telle que pratiquée durant les années septante, sont trop décalés pour constituer une menace réelle, bien qu'ils demeurent le plus souvent nostalgiques d'un extrémisme plus ou moins prononcé. De manière diffuse, quelques implantations retiennent l'attention par les relations qu'elles entretiennent avec les anarcho-autonomes. Toutes sont susceptibles d'héberger ponctuellement

Conduite par Jean-Claude AMARA, la structure a son siège 44, rue Montcalm à PARIS (18ème). Se présentant comme une entreprise visant à "assurer la création et la gestion d'un espace de savoirs, d'échange de compétences et la création de solidarités", Droits Devant! proposait de mettre sur pied une "université populaire" ayant vocation à fonctionner comme "un laboratoire d'idées contre toutes les formes d'exclusions".

Sous cette forme, l'expérience tournera court. En revanche, forte du soutien de ses cautions médiatisées et de la pugnacité de son secrétaire général, l'organisation s'emploie à créer des effets de synergie en suscitant de larges coalitions sur les divers fronts de la contestation sociétale et en s'efforçant de relancer, autant que faire se peut, l'élan pétitionnaire. (Parmi les multiples coups de Droits Devant! sur ce créneau peuvent être cités "l'appel des Sans" visant à faire représenter les exclus au sommet social de Matignon le 21 décembre 1995 et le lancement de la contestation des "sans-papiers" au printemps 1996.)

Sans perdre de vue les luttes contre l'exclusion qui firent sa fortune initiale", Droits Devant! est désormais très présente sur le créneau de l'antimondialisme, qui constitue l'aboutissement de l'esprit de globalisation des luttes que, dès le milieu de la décennie quatre vingt-dix, elle a contribué à faire cheminer.

La spécificité de Droits Devant! s'appréhende à travers la lecture des principaux passages de son manifeste qui stipule : "L'érosion quotidienne des droits humains et sociaux, considérés encore hier comme des acquis définitifs, et les excès de l'économie libérale, aboutissent à une régression en France... Avec l'association "Droit Au Logements et s'inspirant de sa lutte fondamentalement non violente et créatrice de nouvelles solidarités, tournée vers une revendication immédiate, l'application de la loi de réquisition, nous passons à l'action... Pluriels et solidaires, nous participons et apportons nos savoirs et nos expériences à ce projet vital... En tant que citoyens, militants associatifs ou syndicalistes, artistes, chercheurs et universitaires, il est de nos responsabilités, individuelle et collective, de réagir, de réfléchir et d'agir ensemble. Pour déclencher sans délai un élan de lutte et de solidarité salutaire dans l'ensemble du pays, nous participons à la création de Droits Devant!".

- *Maison des Ensembles*

Se proposant de devenir un "lieu de convergence des luttes sociales", la "Maison des Ensembles" regroupait, entre autres acteurs, les syndicats Solidaires, Unitaires et Démocratiques (S.U.D.), la F.S.U., Droits Devant!, Droit Au Logement, Agir ensemble contre le Chômage…

Créée à la faveur de l'occupation, à partir du 5 décembre 1996, d'un immeuble sis 5, rue d'Aligre à PARIS (12ème), cette réalisation est à ranger parmi les initiatives visant à situer les luttes contre les exclusions dans une perspective globalisante. Elle a pu donner l'impression de remplir son rôle, durant l'hiver 1997/1998, lors du conflit des "sans emploi" dont elle hébergeait "l'antenne A.S.S.E.D.I.C. électronique".

N'assurant sa vocation que par intermittence, le site est désormais détourné de sa mission par un "collectif de sans-papiers" qui y poursuit une occupation depuis le 30 août dernier. En conséquence, nombre d'activités de la Maison des Ensembles se sont repliées rue d'Avron.

- Agir ensemble contre le Chômage

Elaboré au sein des cercles publiant la revue "Collectif"", Agir ensemble contre le Chômage (A.C.!) est la résultante de l'appel du même nom. Se proposant de "faire reculer la vague montante du chômage et de l'exclusion", l'entreprise était portée à bout de bras par les syndicats Solidaires Unitaires et Démocratiques (S.U.D.) et la Ligue Communiste Révolutionnaire (L.C.R.). Le comité A.C.! national se trouve d'ailleurs 42, rue d'Avron à PARIS (20ème), coordonnées de Gilbert MARQUIS, un pilier de la Ligue.

Ayant pour principaux animateurs Claire VILLIERS, responsable C.F.D.T.-A.N.P.E. et Christophe AGUITON, membre fondateur de S.U.D., la structure s'est évertuée des années durant à mener des campagnes remarquablement conçues mais passant totalement inaperçues. Via le syndicalisme alternatif, l'organisation développait de surcroît des synergies avec diverses formes de protestation.

C'est à la faveur du conflit dit des "sans emploi" de l'hiver 1997/1998 qu'A.C. accède brutalement à la notoriété, la surmédiatisation de ses penchants activistes et l'entregent de Christophe AGUITON aidant.

Au cours des mois qui suivront, le pourrissement du conflit permettra à la sensibilité anarcho-libertaire de s'affirmer à la base au détriment de la direction trotskiste, tandis que C. G.T.-Chômeurs tendra à constituer, pour les concepteurs d'A.C.!, l'autre mâchoire de la tenaille. Dans ce contexte, la force des 112 collectifs revendiqués par l'organisation est à relativiser, seuls quelques uns sont actifs. Bien qu'ayant su acquérir, pour peu que les circonstances s'y prêtent, une bonne visibilité médiatique, la structure n'a plus qu'une capacité de mobilisation numériquement négligeable, de l'ordre de quelques centaines au mieux. Déstabilisée, voire discréditée par les menées quasi-quotidiennes d'activistes incontrôlés mais agissant en son nom dans la capitale, A.C.! a, au niveau de sa direction, trouvé une sortie par le haut. Elle est notamment l'une des principales composantes du "Réseau des Marches européennes contre le Chômage, la précarité et les exclusions". Esquisse d'un réseau syndical alternatif au plan européen, cette structure procède d'une démarche se situant dans une perspective d'internationalisation des conflits.

O CONTRE LES EXCLUSIONS EN GÉNÉRAL

Expression d'une volonté inaboutie de fédérer les luttes contre l'exclusion et la précarité, des structures atypiques, tenant à la fois des nouveaux mouvements sociaux et des groupes de réflexion, retiennent l'attention.

- Droits Devant!

C'est de la situation induite par l'effervescence du squat de la rue du Dragon, suscitée par le D.A.L., fin 1994, qu'émerge, en janvier 1995, l'association Droits Devant! pour placer la lutte contre les exclusions dans une perspective globalisante". Aux fondateurs et co-présidents -Albert JACQUARD, Jacques GAILLOT, Léon SCHWARTZENBERG- viennent s'ajouter nombre de figures médiatisées.

des activistes étrangers.

- Des squats politiques plus inquiétants

Phénomène sans commune mesure avec ce qui peut être constaté depuis des années dans d'autres pays, tels l'Italie, l'Allemagne ou les Pays-Bas, les squats politiques ou politisés ne sont guère en France que de l'ordre de la trentaine dont la moitié en région parisienne". Profondément marqués de l'esprit libertaire, développant un système de lutte contre l'autorité, ces squats politiques sont, à certains égards, des répliques des communautés rurales, avec cependant un potentiel de risques beaucoup plus élevé.

Accueillant une population ayant une moyenne d'âge inférieure à la trentaine, ces implantations agglomèrent des individus évoluant, à des titres divers, dans la marge sociale ou politique. Dépourvus d'un véritable projet révolutionnaire, ils n'en sont pas moins, pour certains, de réels activistes. En situation géographiquement idéale pour s'impliquer directement et rapidement dans les turbulences sociales, ces lieux de vie investis à des degrés divers par des tenants de l'extrême, voire de l'ultra gauche, constituent un des éléments de la menace de cette mouvance. Pour mémoire, le couple REY-MAUPIN, à l'origine d'une fusillade, qui, à VINCENNES (94) le 4 octobre 1994, devait causer la mort de 5 personnes, dont 3 policiers, fréquentait occasionnellement le milieu squat. Des investigations effectuées en Seine-Saint-Denis à la mi-1996, il ressortait que 5 % seulement des squats alors répertoriés étaient politisés à des degrés divers. A la différence de la squatterisation "par nécessité", les squats politiques et politisés hébergent une population au caractère métropolitain et ouest-européen plus affirmé..

Plus prosaïquement dans la capitale, quelques lieux squattés servent de base arrière à la contestation sociétale". C'est ainsi que l'anarchisante Confédération Nationale du Travail (C.N.T.) dite "des Vignoles" a occupé, sans droits ni titres de manière tacitement consentie, un immeuble sis au 33 de la rue précitée dans le 20ème arrondissements8 et que, durant le conflit des "sans-emploi" de l'hiver 1997/1998, la "Maison des Ensembles", se définissant comme un "lieu de convergences des luttes sociales" et regroupant au 5, rue Aligre à PARIS (12ème), les tenants de la contestation sociétale était, elle aussi, un lieu indûment occupé". Il en est de même du 61, rue d'Avron à PARIS (20ème) où sont repliées nombre d'activités de la M.D.E. et du 37, rue des Maraîchers, également à PARIS (ZOème) où sévit notamment le Collectif Anti-Expulsion (C.A.E.) de PARIS et sa région.

En banlieue, une structure de soutien retient quelque peu l'attention, le C.A.E.S. (Centre Autonome d'Expérimentation Sociale), implanté à RIS-ORANGIS (91) dans un immeuble squatté au 1, rue Edmond Bonté.

En province, ce phénomène purement conjoncturel n'est qu'exceptionnellement soutenu par une structure permanente. Tel est cependant, à MONTPELLIER (34), le cas du Mouvement Associatif de Soutien aux Sans-Emploi (M.A.S.S.E.) qui n'a de cesse d'accaparer durablement un site. A NANTES (44), l'association anarcho-libertaire CITE poursuit le même but. A RENNES (35), sur le même registre, sévit la Mobilisation pour une Education Sexuelle et Sociale Emancipée (M.E.S.SE.), tandis qu'à TOULOUSE (31), deux immeubles constituent un foyer de contestation". Une de ces implantations provinciales paraît mériter davantage d'attention, celle de "la nouvelle commune" à ARRAS(62) -dans un pavillon squatté au 82, rue Mauléans- où, en compagnie de Jean-Marie H****** acteur dévoyé de la contestation des "sans-emploi" et d'une quinzaine d'associaux, on trouve notamment Vincenzo S****, ancien membre de l'organisation terroriste "Prima Linea", qui pousse à la radicali-

sation, une population interlope.

D'approche difficile, lieux de passage et de brassage de populations mouvantes contribuant au moins partiellement à la violence urbaine, les squats politiques sont, à n'en pas douter, des endroits de fixation et d'expression de militants révolutionnaires échappant le plus souvent à l'observation. Un désagrément compensé par l'avantage de pouvoir en localiser certains des acteurs. Peu nombreuses, ces implantations n'en sont que plus convoitées par la frange radicalisée de l'extrême gauche qui rêve de les faire évoluer à la manière des "autorganizzati" -centres sociaux autogérés-, modèles de construction révolutionnaire transalpins" Implantées dans les grandes villes de la péninsule à l'initiative de l'extrême gauche, ces structures ont vocation à "autogérer les espaces alternatifs dans les quartiers de misère", et se donnent pour objectif prioritaire de faire que soit reconnu un droit de cité à toutes les couches sociales -étudiants, S.D.F., chômeurs...- sans réelle représentation. Brassage de populations et recours à l'outil informatique en font d'importants lieux d'échanges.... sans succès notable à ce jour.

SUR LES THÈMES DE SOCIÉTÉ

Présentées à l'occasion comme l'expression d'une "gauche mouvementiste"(Expression lancée par "Le Monde" qui, dans son édition du 22/23 août 1999, titrait à propos des menées anti-Mac Do : "La gauche mouvementiste soutient la Confédération Paysanne".), nombre de structures prolifèrent sur le créneau de la contestation sociétale. Quasi-syndicats protestataires, elles sont en réalité soumises aux influences plus ou moins discrètes de nombre d'organisations, d'extrême gauche notamment.

Compensant l'indigence de leurs effectifs militants par la surmédiatisation de leurs penchants activistes, parisiennes tant au sens géographique que péjoratif du terme pour la plupart, ces organisations y ont initialement gagné en notoriété (A leur propos, d'aucuns n'ont pas hésité à parler de "militantisme cathodique" (Cf. "C. F.D.T.-Magazine" -N° 216 de juin 1996-).). En revanche, les années passant, elles se sont trouvées affaiblies par des clivages PARIS/Province. Une situation d'autant plus dommageable qu'elle survenait au moment où les directions, souvent d'inspiration trotskiste, se voyaient contestées par une base, sensible aux surenchères anarcho-libertaires, et, de surcroît, peu maîtrisable au demeurant.

En perte de vitesse depuis le printemps 1998, voire dès la mi-1997, ces mouvements ne désespèrent pas de revenir dans l'actualité, notamment à la faveur de la campagne des municipales par le harcèlement des personnalités candidates. Sur divers segments de cette contestation actuellement en panne, nombre d'organisations retiennent peu ou prou l'attention.

- Droit Au Logement

Créé le 26 octobre 1990 par l'ancien squatter Jean-Baptiste EYRAUD -qui rompait ainsi avec le Comité des Mal Logés dont il était le principal animateur-, Droit Au Logement -D.A.L.- fait alors figure de rassemblement disparate d'anciens autonomes violents, de militants libertaires, trotskistes, écologistes, d'éléments associatifs interculturels et caritatifs. En dépit de cette hétérogénéité, la structure s'est rapidement hissée au premier rang des groupes de défense des mal logés. Elle a son siège 8, rue des Francs-Bourgeois à PARIS (3ème).

S'appuyant sur une poignée de militants rompus aux opérations coups de poing, menant une stratégie parfaitement rodée -basée sur la médiatisation à outrance de l'occupation d'immeubles-, et bénéficiant du soutien de personnalités emblématiques, le D.A.L., conduisant ses interventions entre négociations et réquisitions forcées et privilégiant l'offensive à l'entrée de l'hiver 94/95, devait percer à la faveur de la campagne présidentielle. Premier acte de menées politico-médiatiques destinées à susciter une reconnaissance sociale du mouvement, l'inauguration, abondamment médiatisée du squat du 7 de la rue du Dragon à PARIS (6ème) le 18 décembre 1994, déclenchera, en province, l'esquisse d'un élan solidaire propice au désenclavement de l'association.

Confronté au refus du centralisme exprimé par sa trentaine d'émanations en province, et victime d'un succès qui, en en faisant un négociateur privilégié, le coupe de l'intérêt médiatique que suscitaient ses intrusions, le D.A.L., dont l'attrait s'est rapidement émoussé, est, depuis des années, à la recherche d'un second souffle. Tentant une sortie pour le haut, la structure avait misé sur l'internationalisation du problème des mal logés, en s'aventurant, sans lendemain, à manifester en périphérie de la conférence de l'O.N.U. "Habitat II" à ISTANBUL, en juin 1996.

Commentant le retour de la gauche au gouvernement, Jean-Baptiste EYRAUD avait alors déclaré, dès le ler juin 1997 : "Il n'y aura pas d'état de grâce. Il y a une attente très forte vis-à-vis de la politique qui doit être mise en oeuvre ..."".

Pour l'heure, pâtissant de la désaffection des médias et de l'opinion à l'égard de la contestation des "sans", encore plus mal relayé en province que par le passé, le D.A.L. est, dans la capitale, en passe d'être débordé par l'activisme de la communauté africaine. Volontiers jusqu'au boutiste et en quête d'espaces suffisamment vastes pour accueillir une fratrie nombreuse, cette clientèle est récupérée par une sorte de "D.A.L.-bis" dirigé par le Martiniquais Joseph B*****, qui, se posant en rival de Jean-Baptiste EYRAUD au sein de Droit Au Logement, a été exclu de la vice-présidence au profit de Souleymane B****.

- Comité Des Sans-Logis

Créé en décembre 1993, le Comité Des Sans Logis (C.D.S.L.) était à l'origine une émanation de Droit Au Logement en direction des marginaux. Domicilié dans un immeuble squatté au 5, rue Aligre à PARIS (12ème), il est dirigé par Jean-Yves COTTIN.

Proche de la mouvance anarcho-autonome, le C.D.S.L. est, dans ses provocations médiatisées, plus brutal que le D.A.L.. Ouvertures de squats, manifestations de voie publique ciblant mairies, administrations, ministères, constituent l'essentiel des activités de cette association, par ailleurs partie prenante des diverses formes de contestation sociétale.

- *Comités de Défense des Étudiants Étrangers*

Apparus à l'automne 1994, les Comités de Défense des Étudiants Étrangers -C.D.E. E.-, qui regroupent des militants issus de la mouvance anarcho-libertaire, revendiquent "l'abrogation de toutes les circulaires et lois racistes envers les étrangers, l'obtention immédiate de la carte de séjour avec la carte d'étudiant, la régularisation des étudiants menacés d'exclusion !...". L'ombre portée par des formes de défense plus globales des "sans-papiers" reléguait à l'arrière plan ces structures faiblement implantées et ne s'activant qu'au coup par coup. Partant de PARIS VIII-SAINT-DENIS où sévit le Comité de Lutte des Etudiants Sans-Papiers (C.L.E.S.P.). et s'étendant à d'autres sites dont TOULOUSE et LILLE, leur soudaine réactivation au premier semestre de l'an 2000 conduit à reconsidérer ces groupuscules ultra minoritaires mais agissants.

- *La particularité du M.I.B.*

Fondé en mai 1995 et ayant son siège 46, rue de Montreuil à PARIS (1lème) à la Maison de l'Immigration pour les droits et la dignité, le Mouvement de l'Immigration et des Banlieues (M.I.B.), sous couvert de soutenir la vie associative des immigrés et de défendre leurs droits, s'emploie souvent en fait, à entretenir ou à générer, dans les banlieues difficiles, défiance et haine à l'égard de la police.

Mis de fait en place par le Conseil des Associations d'Immigrés en France (C.A.I.F.), le M.I.B. a pour principal dirigeant Norredine I******, l'un des leaders nationaux du Collectif National contre la Double Peine (C.N.D.P.). A la différence de la plupart des organisations ferraillant sur les thèmes de société, le M.I.B. pratique un fort repli identitaire et n'a, en région parisienne, qu'une capacité de mobilisation de l'ordre de 300 personnes au mieux.

- *Les Collectifs Anti-Expulsions (CA.E.)*

Se proposant de "paralyser la machine à expulser", les Collectifs Anti-Expulsions (C. A.E.) ont surtout retenu l'attention au printemps 1998. Ne regroupant que quelques dizaines d'éléments de l'extrême gauche radicalisée, mais cautionnés par le soutien d'organisations politiques, syndicales et humanitaires plus recentrées, ils visent à contrarier l'application de la loi par la médiatisation de leurs penchants activistes et ciblent, à cet effet, les moyens logistiques concernés par le retour des étrangers : centres de rétention, compagnies aériennes, maritimes et ferroviaires, chaînes hôtelières…

Outre le CA.E. de PARIS et sa région et celui de MARSEILLE (13), les deux seuls à avoir ponctuellement une réelle activité, on en compte cinq autres à NANTES (44), LIMOGES (87), LILLE (59), TOULOUSE (31) et LYON (69).

o POUR LE DROIT AU LOGEMENT ET AU TRAVAIL

o Antifascisme

Apparues au cours de la décennie quatre-vingt, les structures antifascistes ont connu un développement parallèle à celui du lepéniste militant. Seul groupuscule recourant à l'attentat, "**Francs Tireurs Partisans**" a été démantelé à l'automne 1999. (Ayant perpétré, durant la décennie quatre vingt-dix, une douzaine d'attentats et tentatives ciblant les intérêts phocéens du Front National et revendiqués au nom de "Francs Tireurs Partisans" (F.T.P.), ce groupuscule marseillais, neutralisé à la mi-octobre 1999, avait pour animateur quasi-exclusif Yves P*****, investi depuis le début des années soixante-dix dans tous les affrontements de l'extrême gauche violente.) Le nombre d'organisations et collectifs en activité plus ou moins réduite, quelques groupes émergent.

- *Des Sections Carrément Anti-LE PEN (S CA.L.P.) à R.E.F.L.E.X.*

Fer de lance des violences anti-lepénistes, les S.C.A.L.P., apparus en 1984 à TOULOUSE (31) ont, dès 1986, au plan de la réflexion, bénéficié de l'appui de l'association "Réseau d'Études, de Formation et de Liaison contre l'Extrême droite et la Xénophobie" (R. E.F.L.E.X.).

R.E.F.L.E.X. a pour but de "relayer et diffuser toute initiative en matière de lutte contre la montée de l'extrême droite", de "diffuser les idées et les luttes, afin d'amener à une transformation des pratiques sociales". Ayant son siège 21, rue Voltaire à PARIS (1lème), cette structure tend à "mobiliser les gens contre l'extrême droite, l'idéologie sécuritaire, le contrôle social". Elle lutte contre la répression multiforme (prison, discrimination raciale, oppression des peuples,...), y compris au niveau européen. Diverses tentatives d'unification de la mouvance S.C.A.L.P./R.E.F.L.E.X. ont été tentées, sans grand résultat. Connue sous le nom de "Réseau", la dernière en date remonte à fin 1992. Elle se traduit par la diffusion du mensuel "No Pasaran !" qui, en termes de mobilisation, donne un bon aperçu des priorités du moment.

Se définissant comme " un réseau de lutte contre l'extrême droite, les politiques autoritaires et sécuritaires", le "Réseau" fédère quelque 25 groupes antifascistes dont la douzaine de S.C.A.L.P. de l'Hexagone. Fixant son action dans une lutte antifasciste "qui ne peut se dissocier de la lutte contre toutes les exclusions et le système capitaliste qui les engendre", il se déclare partie prenante d'une "résistance européenne" et invite le mouvement antifasciste radical à se regrouper pour "peser au sein de la société".

- *Ras L'Front*

"L'Appel des 250 contre le Fascisme-Ras L'Front" est la concrétisation de "l'Appel des 250", lancé en mai 1990 par des personnalités progressistes du monde littéraire et du spectacle estimant alors que, face au Front National, "le temps de la contre-offensive (était) venu".

Entendant, face au Front National, mettre en place "un front de résistance" qui imposera l'adoption de mesures sociales et politiques propres à enrayer le développement du ra-

cisme", "l'Appel des 250", multipliant les collectifs aux activités multiformes, compte plus d'une centaine de groupes locaux qui, rassemblant globalement quelque 1.200 militants, peuvent mobiliser jusqu'à 2.000 personnes".

Émanation de la Ligue Communiste Révolutionnaire à l'origine, mais s'étant au fil des ans considérablement diversifié à la base, Ras L'Front a, à partir du début de l'année 1996, connu au niveau de sa direction, une crise à multiples rebondissements. Cette affaire est consécutive à la dénonciation par l'écrivain Didier DAENINCKX, d'un prétendu soutien intellectuel qu'aurait apporté naguère Gilles PERRAULT à d'anciens de "La Vieille Taupe".

Ayant pour principaux animateurs René BARROUX, Philippe CROTTET, Didier DAENINCKX, Thierry JONQUET et Maurice RAJSFUS, Ras L'Front dispose de connivences qui lui confèrent une notoriété médiatique certaine.
A ces collectifs locaux viennent en fait s'ajouter des structures qui, sous une dénomination propre évoluent en fait dans la mouvance de Ras L'Front. Tel est à NANCY le cas du Collectif Anti-Fasciste Anti-Raciste (C.A.F.A.R.), sous la houlette de Paul-Elie LEVY.
Menant l'affrontement tant au plan intellectuel que sur le terrain, il fait à maints égards figure de référence en matière d'antifascisme. Ayant obtenu la condamnation de Jean-Marie LE PEN lors de procès médiatisés, détournant la symbolique des happenings frontistes, il s'est taillé, en la matière, de notables succès. Sur le front du "harcèlement démocratique" de la formation lepéniste, il a eu l'occasion de donner sa mesure durant la mobilisation contre le congrès du Front National à STRASBOURG (67) le dernier week-end de mars 1997 et au cours de la campagne législative qui suivit.

Disposant d'un Observatoire des élus, Ras L'Front pratiquant un antifascisme d'intimidation, est à l'affût de tout ce qui, selon ses critères, pourrait être interprété comme le moindre signe de complaisance vis-à-vis de l'extrême droite.

- Jeunes contre le Racisme en Europe (J.R.E.)

Essaimant à partir de la Grande-Bretagne et apparu en France dans les premiers mois de 1993 -avec une série de meetings centrés sur "La pensée vivante de Malcom X"66, dans la foulée de la sortie du film "Malcom X" de Spike LEE,(De Malcom LITTLE, alias Malcom X, les militants d'extrême gauche ne retiennent, en général, que la qualité de révolutionnaire marxiste et antiraciste, excluant la dimension religieuse du personnage qualifié de prétexte, d'instrument et de tactique utilisés pour "débarrasser les Noirs du fardeau chrétien qui avait contribué à les asservir) et à la faveur des troubles qui suivirent la mort de Makomé M'BOWOLE dans les locaux du commissariat parisien des Grandes Carrières-, Jeunes contre le Racisme en Europe -J.R.E- se réclame alors de la lutte contre l'oppression raciale et de celle contre la société capitaliste, se présentant ainsi comme "l'organisation de combat antiraciste pour la jeunesse partout en Europe".

A l'origine de cette apparition figuraient les militants des Jeunesses Communistes Révolutionnaires -Tendance Egalité-6' ainsi que les membres des Cercles communistes Prométhée", ces deux mouvements étant, en outre, à la source de la constitution, en octobre 1993, du groupuscule Gauche Révolutionnaire, façade politique des J.R.E.. Cette mouvance a ensuite été rejointe par des membres d'un autre groupuscule, de souche britannique, "Pouvoir Ouvrier".

Dirigé par Armand ZVENIGOROSKY, le mouvement n'a compté au mieux, au plan national, que 200 militants répartis en région parisienne et dans 9 groupes locaux: à CAEN (14), ÉVREUX (27), TOULOUSE (31), BORDEAUX (33), NANTES (44), LILLE (59), LE

tifs se sont, en 1997/1998, multipliés dans la capitale, reflétant ainsi les multiples clivages du mouvement (ethniques et géographiques entre autres). Parmi ceux qui retiennent encore l'attention se trouve notamment le 6ème collectif constitué autour d'une ancienne de la contestation marxiste-léniniste, Catherine G******, par ailleurs à l'origine de "Treize A.C.T.I. F." ("Treize A.C.T.I.F." (Agir Contre Toutes les Inégalités et le Fascisme) a été lancé, en 1996, dans le 13ème arrondissement de la capitale, à partir de la contestation des "sans-papiers", sur les autres formes de protestation.) Au titre des curiosités médiatisées figure le turbulent "Réseau pour l'Autonomie Juridique des Femmes Immigrées et Réfugiées" (R.A.J. F.I.RE.) dont les militantes se proclament "sans-papières".

Brutalement apparu à la faveur de l'occupation simultanée, à compter du 30 août 1999, du siège national des Verts et de la Maison des Ensembles, le Collectif des sans-papiers de la Maison des Ensembles, fort de plusieurs centaines de célibataires d'Afrique Subsaharienne, constitue un réservoir d'éléments maximalistes, poussant aux actions dures et prônant la constitution d'un Collectif pour la Régularisation Massive de tous les Sans-Papiers (C.R.M.S.P.). Dans la capitale, il s'emploie, sur le terrain, à disputer à la coordination, le leadership des menées activistes.

- Quelques collectifs en province et en banlieue

Alors que, dans la capitale, chaque collectif tend à avoir sa spécificité d'où leur prolifération sur des bases ethniques, idéologiques ou purement circonstancielles, ces structures sont, en banlieue et en province, un véritable réceptacle des diverses composantes de la contestation, d'où des luttes d'influence et une cohésion souvent mise à mal. Groupes de fait, quelques unes attirent plus particulièrement l'attention.

C'est surtout le cas en banlieue avec : le Collectif Étrangers et Français des Yvelines (C.E.F.Y.) ; dans les Hauts-de-Seine, le Collectif des sans-papiers de la boucle Nord ; la Coordination 93 des sans-papiers de Seine-Saint-Denis, et, le Collectif des sans-papiers du Val-de-Marne".

En province deux villes, LILLE et TOULOUSE, sont plus particulièrement exposées à cette contestation. A LILLE, le Collectif Lillois des Sans-Papiers, également dénommé C. S.P.-59, a, sous la houlette de Fodé DIAGNE, mené huit grèves de la faim parfois fort longues. A TOULOUSE, en concurrence avec d'autres structures, le "Rassemblement des Sans-Papiers et leurs Amis", regroupant des éléments de l'extrême gauche radicalisée, cible plus particulièrement les instances fédérales du Parti Socialiste. Tant dans la métropole du Nord que dans la ville rose, cette contestation se fait fort de harceler les personnalités phares de la campagne municipale à venir. Plus modestement à NANTES, le G.A.S.PROM. (Groupe Accueil Service Promotion du Travailleur Immigré), affilié à la F.A.S.T.I., jouit d'une certaine notoriété.

- Collectifs d'Ouvriers Sans-Papiers

Vocable sous lequel le groupuscule marxiste-léniniste, Distance Politique est parvenu à se doter, parmi les subsahariens vivant en foyer, d'une masse de manoeuvre pouvant dépasser le millier d'individus motivés.

- *Centre Laïque d Information et de Liaison (CL.LL.) et Fédération des Cercles de Défense Laïques (F. C.D.L.)*

Deux émanations du Parti des Travailleurs.

O POUR LE DROIT DES ÉTRANGERS AU SÉJOUR

D'un nombre supérieur à la dizaine dans la seule capitale, tantôt actifs, tantôt fantomatiques, les collectifs de "sans-papiers" sont bien davantage le reflet de divisions -ne trouve-t-on pas un "Collectif de Soutien des Homos Sans-Papiers" (C.S.H.S.P.)- que d'une éventuelle progression de l'audience de cette protestation. Sur un registre plus violent, des Collectifs Anti-Expulsion (C.A.E.) sont venus renforcer le dispositif au printemps 1998. De cette contestation qui, depuis plus d'un an, ne parvient plus à reprendre l'initiative, quelques relais retiennent l'attention.

- *Coordination nationale des collectifs des "sans papiers"*

Lancée à la mi juillet 1996 durant l'occupation de l'église Saint-Bernard, la structure, qui n'a jamais pu s'imposer aux collectifs, a, dès l'origine, constitué un paravent commode pour divers soutiens extérieurs.

Domiciliée 94, rue Jean-Pierre Timbaud dans un immeuble promis à la démolition, elle est dirigée par Aminata DIANE et Madjiguène CISSE.

Evincée du secrétariat national en décembre 1997, mais considérant cette décision comme non avenue, Madjiguène CISSE a ainsi contribué à l'affaiblissement de la structure. Réintégrée par acclamation fin octobre 1999 au sein des instances dirigeantes, l'ex-égérie des occupants de l'église Saint-Bernard s'emploie depuis à y radicaliser la contestation.

Espace d'expression sans autorité effective sur les collectifs qui y sont représentés, la coordination n'est plus capable de susciter des mobilisations d'ampleur.

- *Les collectifs de la capitale*

A un premier collectif, à présent disparu, dit de Saint-Hyppolite et au second dit de Saint-Bernard, et, à l'origine, en situation de concurrence avec la surenchère anarcho-autonome du collectif "Des papiers pour tous"(Rassemblant les éléments violents de la capitale, ce groupuscule fut à l'origine de nombreuses opérations coup de poing dont l'occupation du siège national du R.P.R., rue de Lille le 22 août 1996, et une brève incursion dans les locaux du M.D.C. le 10 septembre 1997. Ses militants se retrouvent désormais au sein du Collectif Anti-Expulsion (C.A.E.) de PARIS et sa région.), est rapidement venu s'ajouter un Sème collectif dit "des Chinois" sous la houlette d'Emmanuel T***** (Dont la dernière intervention, l'occupation médiatisée du temple protestant des Batignolles (mi-juin/mi-juillet 1998) a constitué un coup d'éclat. Ce collectif s'est ensuite graduellement mis en retrait..

La coordination où ils étaient représentés devenant un lieu d'affrontement, les collec-

MANS (72), ROUEN (76), AMIENS (80). En raison de difficultés internes persistantes, la structure connaît depuis quelques années, un certain fléchissement.

Apparue sur le tard par rapport aux autres organisations antifascistes, la section française des J.R.E. a, d'emblée, tenté de s'affirmer par des provocations". Veillant à sa réputation en la matière, elle a pris soin au printemps 1998 de retenir l'attention au travers des menées des Collectifs Anti-Expulsions (C.A.E.) dont elle n'était en fait qu'une des composantes. Né dans un contexte d'agitation, Jeunes contre le Racisme en Europe ne peut se maintenir que par la violence et s'y emploie.

O CONTRE L'AUTORITARISME ET L'ORDRE MORAL

Il s'agit là d'une cible traditionnelle de l'extrême gauche pour qui toute mise en cause de l'autorité en général et des forces de l'ordre en particulier constitue un thème fédérateur susceptible de lui valoir les sympathies, sinon le soutien, d'une large frange de la mouvance progressiste(*Procédant de la nature même de l'extrême gauche, un tel type d'engagement est souvent ce qui, faute de mieux, lui permet d'exister à telle enseigne qu'un élément du mouvement "Yippie" a naguère pu écrire : "Si vous préparez une manif, n'oubliez jamais de prévoir un rôle pour les flics. L'intérêt des gens ne s'éveille vraiment que quand les flics se ramènent. Il n'y a rien qui vous radicalise autant qu'un flic. Le rôle du gendarme de Guignol leur va évidemment comme un gant" -Cf Jerry RUBIN in "Do it" -édition Points Actuels de 1973 - page 127.)*. Faute de mieux, le thème actuellement porteur sur ce créneau est celui de la "criminalisation du mouvement social". En conséquence, aux organisations antifascistes ayant une conception très extensive de leur objet, viennent, sur ce segment de la contestation sociétale, s'agglutiner les groupes les plus divers dont certains retiennent l'attention.

- *Observatoire des Libertés Publiques*

Créé sous la dénomination initiale "Que fait la police ?", le 6 avril 1994",(Date anniversaire de la mort, au commissariat des Grandes-Carrières, du ressortissant zaïrois Makomé M'BOWOLE, tué un an auparavant, durant sa garde à vue, par un fonctionnaire de police.

L'Observatoire des Libertés Publiques (O.L.P.) se propose de "recenser toutes les petites et grandes exactions de la police". Il s'est, à cet effet, doté d'un bulletin de liaison, "Que fait la Police ?".

Installée au 7/9, passage Dagorno à PARIS (20ème), la structure a pour président l'écrivain Maurice RAJSFUS. Elle compte dans ses instances dirigeantes des personnalités de l'extrême gauche antifasciste telles Didier DAENINCKS, président de l'"Association des artistes anti-LE PEN", Serge QUADRUPPANI, figure de la mouvance autonome parisienne, Anne TRISTAN, écrivain, Siné, dessinateur…

Dans l'une de ses premières campagnes de propagande, la structure proclamait "ne pas chercher à réconcilier les jeunes et les flics". Elle s'est ensuite affichée en défenseur du

port du voile, afin, croyaient ses responsables, de gagner, à leur cause, la jeunesse immigrée des banlieues.

Assurant que "sous la gauche les bavures continuent de plus belle" et assimilant certaines forces de police "aux SS sous l'occupation", Maurice RAJSFUS est la cheville ouvrière de l'O.L.P. dont la pétition "La police hors la loi, ça suffit", circulant depuis un an, aurait recueilli un millier de signatures.

En mai 1999, l'O.L.P. a lancé à PARIS un "réseau de vigilance" destiné à "lutter contre le tout sécuritaire en France et la répression du mouvement social".

- Le Réseau Voltaire pour la Liberté d'expression

S'assignant comme objectifs la défense de la liberté d'expression et de la laïcité ainsi que la lutte contre l'intégrisme et la censure, le Réseau Voltaire pour la Liberté d'expression a, par le biais du comité "Non, Clovis n'est pas la France !", été au centre de la contestation de la visite pontificale de septembre 1996. Lors de celle d'août 1997, il n'est pas parvenu à susciter le même élan.

Regroupant une cinquantaine d'associations, animé par le journaliste Thierry MEYSSAN, l'un des principaux initiateurs de l'ancien périodique "Maintenant", et actuellement secrétaire national du P.R.G., le Réseau Voltaire pour la Liberté d'expression fait, par certains côtés, figure de vecteur de pénétration de la mouvance progressiste par l'homosexualité militante. S'il ne constitue pas en soi une structure d'extrême gauche, force est de constater que, si ses dossiers ciblent de préférence la sensibilité traditionaliste de l'église catholique, l'extrême droite et divers milieux conservateurs, la gauche de gouvernement n'est pas épargnée pour autant.

Réalisées à la faveur d'un travail souterrain, ses investigations ont un certain impact dans la mesure où, de proche en proche, elles sont, à des degrés divers, reprises par des organes de presse qui s'en inspirent.

- Act up

"Act up (Agir, conseiller, travailler, unifier et protéger) PARIS" a été créé en 1989 sur le modèle d'Act up NEW-YORK, fondé en 1987. Se présentant comme une " association issue de la communauté homosexuelle", "Act Up PARIS" veille à défendre équitablement toutes les populations touchées par le Sida. La structure est présidée par Emmanuelle COSSE.

Se définissant comme "un groupe activiste d'abord, un groupe de lobbying ensuite, un groupe militant enfin", "Act up PARIS" fait, par rapport aux "mouvements sociaux" de la décennie quatre vingt-dix, figure de précurseur particulièrement outrancier.

Depuis la fin des années quatre-vingt, Act up cultive l'art de la provocation médiatisée dont le vocabulaire d'importation traduit les origines. C'est ainsi que les actions commandos sont qualifiées de "zapping", les manifestations tournantes de "picketing", et, le fait de simuler la mort sur la chaussée de "die in".

N'hésitant pas à s'associer à diverses formes de luttes anti-exclusion, Act up ne fait pas mystère de ses sympathies pour la gauche de la gauche. Dans les semaines précédant le soutien législatif de 1997, il fut à l'origine de l'appel "Nous sommes la gauche", mettant en garde la "gauche officielle" au nom de la "gauche réelle".

- La Coordination nationale des Associations pour le Droit à l'Avortement et à la Contraception

Déclarée en septembre 1994 à la Préfecture de Police de PARIS, mais existant sous la forme d'un groupe de fait depuis 1990, la Coordination nationale des Associations pour le Droit à l'Avortement et à la Contraception (C.A.D.A.C.), qui a son siège à la Maison des Solidarités, 21 ter, rue Voltaire à PARIS (1lème), dépasse très largement le cadre des structures d'extrême gauche.

Se donnant pour but de "défendre le droit des femmes à accéder librement au choix de disposer d'elles-mêmes, notamment au Droit à l'Avortement et à la Contraception", cette entité -dont le porte-parole, Merija S******, est lié à la Ligue Communiste Révolutionnaire-est de tous les combats sur les thèmes de société. En pointe dans la lutte contre une prétendue remontée de l'ordre moral, elle a, dans la capitale, initié une grande manifestation nationale, le 25 novembre 1995 -25.000 personnes-, pour les droits des femmes et pris une part active à la contestation des visites pontificales de septembre 1996 et août 1997. Elle n'est plus, depuis, parvenue à susciter de dynamique.

- Le Collectif National pour le Droit des Femmes

Tentant de ratisser plus large au travers d'un Collectif National pour le Droit des Femmes (C.N.D.F.) créé en 1996 et domicilié 21 ter, rue Voltaire à PARIS (llème), la C.A.D. A.C. et son porte-parole, Merija S******, se trouvent ainsi à la tête d'une super structure regroupant quelque 160 organisations de gauche et d'extrême gauche. S'étant peu à peu substitué à la C.A.D.A.C., le C.N.D.F. peine, lui aussi, depuis quelques années, à mobiliser. Le 15 janvier 2000 pour le 25ème anniversaire de la loi VEIL, il a regroupé quelque 5.000 manifestants.

- La Fédération Nationale des Libres Penseurs

Tiraillée entre divers courants mais passée sous le contrôle de fait des lambertistes du Parti des Travailleurs, la Fédération Nationale des Libres Penseurs -dont le secrétaire général est Christian EYSCHEN- s'est particulièrement distinguée dans la contestation des dernières visites pontificales en France (septembre 1996 et, dans une bien moindre mesure, août 1997).

En raison de son accaparement par les trotskistes lambertistes cultivant le repli identitaire, la Fédération Nationale des Libres Penseurs parait en retrait des projets que les anarchistes tentent de mettre sur pied, dans le cadre d'une tentative de contestation du jubilé 2000 de l'église catholique. Vivant mal cette mainmise du P.T., certaines fédérations ont amorcé une scission, en vue de conforter "l'Association de Défense des Libres Penseurs de France"(A.D.L.P.F.), une micro-structure concurrente.